

Moore-Brab (Wallesey)

Praise.

He was sorry I mentioned expert advisers
favoured fighting on.

Politicians and Generals, -

In last war and this.

*seriously I do not know
how - no right*

~~Noel Baker. - Derby~~

Not put too much on the politicians:
even they may err.

Noel Baker. Derby.

rubber in chambers

are you sure this is all as well?
Goering. How do you class him?

He was an airman turned politician.

*Frank
man*

Winston Churchill

Mes discours secrets



VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

MES DISCOURS SECRETS

MES DISCOURS SECRETS

Winston Churchill

Traduit de l'anglais par Lucien See

Titre original : Secret Session Speeches
© *The Estate of Winston S. Churchill 1940, 1941, 1942, 1946*

© 2018, pour la présente édition,
Société d'édition Les Belles Lettres,
95, bd Raspail, 75006 Paris

ISBN : 978-2-251-44806-0

INTRODUCTION

Pendant la guerre, M. Winston Churchill a prononcé cinq discours importants devant la Chambre des Communes siégeant en séances secrètes. Suivant la coutume parlementaire aucun de ces discours n'a été conservé.

Heureusement, l'importance de ces déclarations était telle que l'auteur dut les préparer minutieusement à l'avance. Le texte en fut sévèrement contrôlé, d'une part pour éviter toute erreur, si légère fût-elle, qui aurait pu s'y glisser et d'autre part, pour assurer toute sécurité.

M. Churchill possédait encore ces notes quand il abandonna son poste de Premier ministre. Quand le nouveau gouvernement leva le rideau sur ce qui s'était passé lors des séances secrètes, l'ancien Premier autorisa leur publication.

Il n'est pas possible d'affirmer que les discours qui suivent cette introduction sont la reproduction fidèle et complète des textes lus par M. Churchill. Il est probable qu'il eut à modifier certains mots ou phrases afin de rendre le texte plus conforme aux traditions oratoires de l'assemblée anglaise ; en tout cas il ne peut s'agir que de très légers changements, sans importance quant au sens du texte. Ils constituent une contribution fort utile à l'histoire de la guerre et expliquent bien des événements dont le sens et la portée ont pu échapper, à l'époque, à certaines personnes.

Charles EADE

PREMIER DISCOURS

**L'ANGLETERRE
SEULE DANS LA GUERRE**

(Discours du 20 juin 1940)

LA CHUTE DE LA FRANCE

Le 19 juin 1940, le Premier ministre fit, devant la Chambre des Communes, un exposé de la situation que créait l'effondrement imminent de la résistance française. Il concluait sur ces mots : « Conduisons-nous de telle manière que si l'Empire britannique et le Commonwealth vivent encore dans mille ans, on pourra dire : « Ce fut notre plus belle heure ».

Après avoir pris note de quelques communications, la Chambre se déclara en séance secrète. Les débats se poursuivirent toute la journée et même le lendemain, 20 juin, jour où le gouvernement français ayant à sa tête le maréchal Pétain étudiait les termes d'un armistice avec l'Allemagne et l'Italie. L'exposé du Premier ayant porté sur une motion d'ajournement, ce dernier avait le droit, selon la coutume anglaise, d'intervenir dans le débat général. Quand il se leva le soir du 20 juin pour préparer le débat en séance secrète, il tenait à la main un document de neuf pages dactylographiées sur lesquelles il avait noté des modifications et des additions pendant la discussion qui avait précédé.

Le texte complet de ce discours n'existe pas, mais l'intérêt de ces pages ne saurait échapper à personne. M. Churchill a voulu montrer à l'Assemblée anglaise qu'une séance secrète n'est en rien contraire à la procédure et qu'elle n'est pas forcément liée à une crise.

Il avertit ses auditeurs que ce serait folie de sous-estimer la gravité et l'imminence de l'attaque allemande mais qu'il « sentait » que le peuple de Grande-Bretagne saurait bien s'accoutumer aux raids aériens. L'ennemi, ajoutait-il, réussissait mal ses bombardements par la voie des airs et l'aviation anglaise obtenait des résultats autrement efficaces.

Il traita ensuite des erreurs tactiques des alliés et des fautes qui avaient été commises sur le continent. Il parla aussi de la position du gouvernement français. Il exprima sa confiance dans la résistance du peuple anglais et ajouta que si Hitler ne parvenait ni à envahir son pays, ni à l'anéantir, il aurait perdu la guerre. « Si nous pouvons tenir pendant les trois mois qui vont suivre, écrivait-il dans ses notes, nous tiendrons aussi les années suivantes. »

Parlant de l'attitude américaine, il insista sur le fait que ce pays suivait de près les événements d'Angleterre. Il ajouta : « La lutte héroïque de notre pays constitue pour nous la meilleure chance de voir les États-Unis entrer dans la guerre. »

M. Churchill conclut en parlant de la formation du gouvernement dont il prenait la tête, en ajoutant qu'il comptait sur la loyauté de ses collaborateurs dans la lutte contre l'unique ennemi.

ORIGINAUX ET TRADUCTIONS DES NOTES DU DISCOURS

June 20 40

Say 14000

Secret Session. House of Commons.

My reliance on it as an instrument for waging
war.

More active and direct part for its Members
L.D.V.

All this in accordance with past history.

This S.S. a model of discretion.

My view always Govt. strengthened by S.S.

~~Quite ready to have others~~

Agree with idea S.S. shd be quite a normal part
of our procedure,
not associated with any crisis.

Relief to be able to talk without enemy reading.

Quite ready to have other S.Ss.,
especially on precise subjects.

But I hope not press Ministers engaged in
conduct of war too hard.

this week!

= refreshed by

Mood of the House.

Cool and robust.

Speeches most informative.

Difficult to betray any secrets disclosed
today.

confidence of enemy

(20 juin 40)

(disons 4 000 mots)

Séance secrète.

Chambre des Communes.

Ma confiance en elle en tant qu'instrument pour faire la guerre.

Un rôle plus actif et plus direct de la part de ses membres
L.D.V.

Tout ceci est en harmonie avec l'Histoire.

Cette S. S.¹ est un modèle de discrétion.

Mon opinion toujours : le Gouvernement renforcé par les S.S.

(Biffé dans le texte : Heureux d'en tenir d'autres.)

Accepte idée que les S.S. font partie normalement de notre procédure, pas associées à l'idée de crise.

Soulagement de pouvoir parler sans oreilles ennemies.

Tout prêt à tenir d'autres S.S. particulièrement sur des sujets précis.

Mais j'espère ne pas trop pousser les ministres engagés dans la conduite de la guerre. (Cette semaine !)

Humeur de la Chambre (Rassérénée).

Froide et robuste.

Discours très informatifs.

Difficile de trahir aucun des secrets révélés aujourd'hui (confiance).

1. Séance Secrète.

Moore-Brab (Wallesey) Praise. *original*
 He was sorry I mentioned expert advisers *unsubstantiated*
 favoured fighting on. *well*

Politicians and Generals, -

In last war and this. *Germanis I do no know*
now - no right
~~Noel Baker. Derby~~
 Not put too much on the politicians:
 even they may err.

Noel Baker. Derby. rubber in changing
make a name and London
are you sure this is all a bit? *[Tuning]*
 Goering. How do you class him?
 He was an airman turned politician.

I like him better as an airman.
 Not very much anyway.

Moore-Brab. tells us of his wonderful brain,
 and the vast dictatorial powers and plans

Anyhow he did not produce the best pilots
 or the best machines,
 or perhaps, as we may see presently,
 the best Science.

M.B. said 250 nights in the year
 when no defence against night bombing.

~~I hope it is not so~~

This is one of those things you can only tell
 by finding out.

Moore-Brab (Wallesey)

Louer.

Il regrette que j'aie dit que les experts aient conseillé de continuer à se battre.

Hommes politiques et généraux.

Pendant la dernière guerre et celle-ci.

Ne pas trop donner à faire aux hommes politiques même eux peuvent se tromper.

(Noel Baker-Derby)

Goering : Comment le classer ?

Un aviateur devenu homme politique.

Je préfère l'aviateur.

De toutes façons je ne l'aime pas beaucoup.

Moore-Brab nous dit qu'il a une intelligence remarquable (et explique) son vaste pouvoir de dictateur, ses plans (grandioses).

Malgré ça il n'a pas créé les meilleurs pilotes, ni les meilleures machines, ni comme nous le verrons peut-être bientôt, les moyens scientifiques les plus avancés.

M.B. dit que 250 nuits par an il n'y a pas de défense contre les raids de nuit.

(Biffé dans le texte) J'espère que ce n'est pas vrai.

C'est là une de ces choses qu'on apprend par l'expérience.

We have had a couple of nights of bombing,
evidently much worse than that.

Folly underrate gravity attack impending.

But if 100 to 150 bombers employed
entitled to remark:

Not very cleverly employed.

Hardly paid expenses.

Learn to get used to it.
Eels get used to skinning.

Steady continuous bombing,
probably rising to great intensity
occasionally,
must be regular condition of our life.

The utmost importance preserve morale of
people,
especially in the night work of factories.

A test of our nerve against theirs.

Our bombing incomparably superior.
More precise, and so far more effective.

¶ Indiscriminate bombing v. selected targets.

Enemy have a great preponderance numbers.
but their industry

On much more concentrated.

Nous avons eu deux nuits de bombardements pires que ça évidemment.

C'est une folie de sous-estimer la qualité des attaques qui se préparent.

Mais s'ils utilisent de 100 à 150 bombardiers j'ai le droit de faire cette remarque :

Ils ne s'en servent pas très intelligemment.

Le jeu n'en vaut pas la chandelle.

Il faut apprendre à s'y habituer.

Les anguilles s'habituent à être écorchées.

Les bombardements constants qui atteindront probablement une grande intensité par moments, doivent être une des conditions de notre vie.

Il est de toute importance de soutenir le moral de la population, surtout de celle qui travaille de nuit et dans les usines.

C'est à qui tiendra bon d'eux ou de nous.

Nos bombardements ont incomparablement plus d'effet.

Ils sont plus précis et donnent de meilleurs résultats.

Comparaison avec les bombardements avec ou sans objectifs précis.

L'ennemi a le nombre pour lui, de beaucoup, mais son industrie est beaucoup plus concentrée.

No one can tell result.

This supreme battle depends upon
the courage of the ordinary man and woman.

Whatever happens, keep a stiff upper lip.

Duty of all M.Ps. to uphold confidence
and speed production.

=

Bellenger's speech.

Failure of French war conception.

The Maginot line. The defensive theory.
Brilliant military achievement of Hitler.
Triumph of the offensive spirit.

Triumph of long-prepared machinery.

Original strategic failure
advance into Belgium
without making sure of the sub-
Maginot line,

and without having a strategic reserve
to plug a gap.

Fate of Northern Armies sealed when
the G. armoured Divisions curled round
their whole communication.
Abbeville, Boulogne, Calais.

Not 2 days' food.
only ammunition one battle.

Nul ne peut prévoir les résultats.

Ce combat suprême dépend du courage de la femme et
de l'homme moyens.

Quoiqu'il advienne ne pas broncher.

Le devoir des membres du Parlement est d'inspirer la
confiance et de hâter la production.

Discours de Bellenger.

Faillite de la conception de guerre française.

La ligne Maginot, la théorie de la défense.

Succès militaires brillants de Hitler.

Triomphe de l'esprit offensif.

Triomphe de l'armement anticipé.

Échec de la stratégie initiale

avance en Belgique

sans s'assurer des avant-postes de la ligne

Maginot.

et sans avoir de réserves pour fermer les brèches

Les armées du Nord perdues dès que les divisions blindées
allemandes s'enroulent autour de leurs communications.

Abbeville, Boulogne, Calais.

Pas assez de vivres pour 2 jours.

munitions que pour une bataille.

Question of forming Torres-Vedras line.

Quite impossible with Air attack on ports.

One in three supply ships sunk.

all experience shows danger of detachments

Situation looked terrible,

especially when Belgium gave in.

Give all credit to all three Forces.

Army fought its way back;

Navy showed its wonderful reserve power;

Air Force rendered naval work possible.

=
B.E.F. a fine Army. Only 10 Divisions

Without proper armoured Divisions

~~are~~ well-equipped,

but placed in a hopeless

strategic situation.

Much to be thankful for.

=

Melancholy position of the French Govt.

We have to make the best of them.

No criticisms, no recriminations.

We cannot afford it, in public.

Petain. Reynaud. Darlan.

5 precious days largely wasted.

La question de la formation de la ligne Torres-Vedras

Hors de question avec les bombardements aériens des ports.

Un bateau de transport sur trois coulé.

(toutes ces expériences montrent le danger d'isoler les transports).

La situation paraissait désespérée.

particulièrement quand la Belgique a abandonné.

Louer les trois armes.

L'armée a protégé sa retraite.

La marine a démontré la puissance de ses réserves ;

L'aviation a rendu possible les opérations de la marine.

B.E.F. une bonne armée. Seulement 10 divisions.

Privée de divisions blindées adéquates

bien équipée,

mais dans une position stratégique intenable.

Nous pouvons remercier Dieu de beaucoup de choses.

Triste situation du Gouvernement français.

Il faut accepter cette situation.

Pas de critiques, pas de récriminations.

Nous ne pouvons pas nous le permettre, en public.

Pétain. Reynaud. Darlan.

5 journées précieuses presque entièrement perdues.

Surprise if mercy shown by Germany.

The French Fleet. The French Empire.
Our policy.

Urge them to continue
but all depends upon the battle of Britain

I have good confidence.

Some remarks about Home Defence.

Belisha spoke of 'man the defences
and resist the enemy.'

That will play its part;
but essence of defence of Britain
is to attack the landed enemy at once,

leap at his throat
and keep the grip until the life is out
of him.

We have a powerful Army
growing in strength and equipment
every day.

Many very fine Divisions.
Mobile-Brigades

Vigilant coast watch. Strong defence of
ports and inlets.

Mobile Brigades acting on interior lines
Good prospects of winning a victory

radical line

Quantitatively not qualitatively ~~the quantity of the~~

Surprise si l'Allemagne montre de la clémence.

La flotte française : l'Empire français, notre politique.

Les encourager à continuer
mais tout dépend de la bataille d'Angleterre.

J'ai pleinement confiance.

Quelques remarques sur la défense de l'Intérieur.

Belisha a dit : « Des hommes aux défenses et résister à
l'ennemi. »

Ce sera vrai en partie ;
mais l'âme de la défense de la Grande-Bretagne est
d'attaquer l'envahisseur dès qu'il atterrit,
lui sauter à la gorge
et le serrer jusqu'à ce qu'il n'ait plus de vie.

Nous avons une armée puissante
qui devient plus forte et mieux équipée tous les jours.

Beaucoup d'excellentes divisions.
Brigades mobiles.

Garde-côtière vigilante. Fortes défenses des ports et des rades.
Garde-mobile agissant à l'intérieur.
Bonnes chances de remporter une victoire.

If Hitler fails to invade
or destroy Britain
he has lost the war.

I do not consider only the severities
of the winter in Europe.

I look to superiority in Air power
in the future.

Transatlantic reinforcements.

If get through next 3 months
get through next 3 years.

It may well be our fine Armies
have not said goodbye to the Continent
of Europe.

If enemy coastline extends from the Arctic
to the Mediterranean

and we retain sea-power
and a growing Air power

it is evident that Hitler
master of a starving, agonized and
surging Europe;

will have his dangers as well as we.

Si Hitler ne peut ni envahir,
ni détruire la Grande-Bretagne,
il aura perdu la guerre.

Je ne considère pas seulement les rigueurs de l'hiver en
Europe.

Je compte sur la supériorité future de nos forces aériennes.

Renforts transatlantiques.

Si nous pouvons tenir trois mois
nous tiendrons, pendant trois ans.

Il se peut très bien que nos belles armées
n'aient pas dit adieu au Continent européen.

Si la côte ennemie s'étend de l'Arctique
à la Méditerranée

si nous gardons la maîtrise des mers
et si nos forces aériennes continuent à croître,

il est évident que Hitler, maître d'une Europe affamée,
torturée et révoltée,

aura à faire face à des dangers aussi bien que nous.

But all depends upon winning this battle
here in Britain, now this summer.

If we do, the prospects of the future
will expand,
and we may look forward
and make our plans for 1941 and 1942
and that is what we are doing.

Attitude of United States.

Nothing will stir them like fighting
in England.

to them
No good suggesting we are down and out.

The heroic struggle of Britain
best chance of bringing them in.

Anyhow they have promised fullest aid
in materials, munitions.

A tribute to Roosevelt.

Know. & Stinson
All depends upon our resolute bearing
and holding out until Election issues
are settled there.

If we can do so, I cannot doubt
a whole English-speaking world
will be in line together

~~and with all the Continents except Europe~~
and with the Oceans and with the Air
and all the Continents except Europe
(RUSSIA)

Mais tout dépend de notre victoire ici, en Grande-Bretagne, maintenant cet été.

Si nous gagnons, l'avenir nous ouvrira un plus large horizon et nous pourrons voir l'avenir avec confiance et préparer nos plans pour 1941 et 1942

et c'est ce que nous faisons.

L'attitude des États-Unis.

Rien ne les émeuvra plus qu'une guerre en Angleterre.

Inutile de leur dire que nous sommes à bout de souffle.

Le combat héroïque de la Grande-Bretagne est le meilleur moyen d'obtenir leur collaboration.

En attendant, il nous ont promis de nous aider autant qu'ils le pourront en matériel, munitions.

Tribut à Roosevelt.

(Knox et Stimson.)

Tout dépend de notre résolution et de notre capacité à tenir bon jusqu'à ce que la question des élections y soit réglée.

Si nous y parvenons, il est hors de doute que les pays de langue anglaise feront front à l'ennemi.

Et avec la maîtrise des océans et de l'air, aide de tous les continents excepté l'Europe (la Russie).

I do not see why we should not find our way
through
this time, as we did last.

=

Question of Ireland.
Greatly influenced by a great Army
developing here.

Germans would fight in Ireland
under great disadvantages.

Much rather they break Irish neutrality
than we.

=

Lastly, say a word about ourselves.

How the new Govt. was formed.

Tell the story Chamberlain's actions.

Imperative there should be loyalty, union
among men who have joined hands.

Otherwise no means of standing
the shocks and strains which are coming.

I have a right to depend loyalty
to the administration
and feel we have only one enemy to face,
the foul foe who ~~menace~~/ threatens
our freedom and our life,
and bars the upward march of man.

Je ne vois pas pourquoi nous ne gagnerions pas cette fois-ci
comme la première fois.

La question de l'Irlande.
est grandement influencée par la forte armée que nous
créons ici.

Les Allemands se battraient en Irlande
dans des conditions adverses.

Préférable que ce soient eux qui violent la neutralité irlandaise.

En dernier lieu, dire un mot sur nous-mêmes.
Comment le dernier gouvernement a été formé.
Expliquer les actes de Chamberlain.

Il est impératif que des hommes qui se sont unis agissent
avec loyauté et bonne entente.

Autrement, il n'est pas possible de soutenir le choc et les
tribulations à venir.

J'ai le droit de compter sur la fidélité du gouvernement
Nous n'avons qu'un ennemi : le lâche adversaire
qui menace notre liberté et notre vie et barre aux
hommes le chemin du progrès.

DEUXIÈME DISCOURS

**LE PARLEMENT
DÉLIBÈRE SOUS LES BOMBES**

*(Discours prononcé à la chambre des communes
le 17 septembre 1940)*

L'ANGLETERRE DANS LA BATAILLE

Alors que les avions allemands bombardaient Londres sans arrêt, pendant la nuit du 17 septembre 1940, la Chambre des Communes se réunit de nouveau en séance secrète pour écouter Mr. Churchill. Ce dernier devait exposer les mesures à prendre pendant la bataille d'Angleterre et en particulier les précautions rendues nécessaires par les raids auxquels tous s'attendaient pour les prochains mois. Les notes utilisées à cette occasion sont complètes et absolument conformes au discours prononcé par le Premier ministre. Après avoir expliqué pourquoi la date des réunions serait tenue secrète et pourquoi les heures en seraient modifiées, Winston Churchill avertit la Chambre du danger toujours croissant d'une attaque ennemie. Il révéla que plus de 1 700 (mille sept cents) embarcations automotrices et plus de 200 vaisseaux étaient déjà réunis dans les ports occupés par l'ennemi. Il se refusa à croire qu'il ne s'agissait là que d'un simulacre et annonça que plusieurs de ces bateaux, bombardés par la R.A.F., avaient sauté avec de fortes explosions et que, par conséquent, ils étaient chargés de munitions et d'explosifs, destinés aux troupes d'invasion.

En dépit de ces menaces et de ces périls, le Premier britannique conclut en assurant à son auditoire qu'il restait persuadé « que le soleil se lèverait un jour à l'horizon et que ce jour marquerait la victoire de l'Angleterre ».

NE croyez pas, Messieurs, que je vous aie demandé de vous réunir en séance secrète pour vous communiquer une nouvelle d'une importance particulière ou d'un caractère absolument confidentiel. Mais il est des choses dont nous devons discuter entre nous pour éviter que l'ennemi ne puisse en tirer profit. Je voudrais vous parler des séances de l'assemblée et de la façon dont nous devons nous acquitter de nos fonctions.

J'ai reçu il y a quelques jours une note de l'État-Major. Les chefs de notre armée estiment que la date et l'heure de cette réunion ont été indiquées avec trop de clarté et qu'il serait prudent de la remettre à une date ultérieure, date qui ne serait pas annoncée publiquement.

Je sais pourtant que certains d'entre vous jugeraient d'un œil mécontent toutes décisions tendant à faire croire que nous sacrifions nos obligations à des considérations de sécurité personnelle. Nous devons montrer l'exemple et tenir nos engagements, comme nous demandons aux ouvriers de travailler d'arrache-pied. Le règlement de la Chambre nous aurait permis de remettre cette réunion à lundi matin par exemple. Mais cela aurait eu bien des inconvénients dans les conditions où nous travaillons actuellement.

C'est pourquoi je prends sur moi de ne pas tenir compte de cet avertissement qui nous a été envoyé par ceux qui sont chargés de défendre notre territoire.

Il ne faudrait pourtant pas exagérer dans l'autre sens. Toute bravade ferait le jeu de l'ennemi.

Nous ne sommes pas indispensables mais n'oublions pas non plus que si certains d'entre nous venaient à être tués au cours d'un bombardement, il faudrait les remplacer et il serait difficile d'organiser des élections dans les circonstances actuelles.

Je suppose que si Hitler parvenait à raser les bâtiments du Parlement, la nouvelle, annoncée comme un nouveau triomphe par les Nazis, causerait en Allemagne une grande satisfaction.

Il nous faudra faire preuve de prudence et d'astuce pour déjouer l'ennemi. C'est pourquoi il ne faut pas proclamer longtemps à l'avance l'heure et la date de nos réunions.

Au cours des raids aériens, les risques peuvent être de deux ordres, général ou particulier. Le risque général est négligeable mais, rester dans un bâtiment que l'ennemi considère comme un objectif stratégique, c'est une autre histoire. Ici nous sommes au centre de la cible. Ce groupe de bâtiments, bien connu, situé près de trois grandes gares est grâce à la rivière qui constitue, la nuit, un excellent point de repère, une cible facile. Je serais très étonné si ces vénérables bâtiments n'exigeaient pas certaines réparations d'ici peu de temps. L'attaque de jour de Buckingham Palace a montré le peu de scrupule de l'ennemi. Il n'y a qu'à aller jusqu'au Smith Square ou jusqu'à l'Hôpital Saint-Thomas pour se rendre compte des destructions qu'un seul avion peut effectuer. Dans cette affaire il ne faut pas penser qu'à nous, nous ne sommes pas seuls. Le bâtiment lui-même n'est pas construit assez solidement pour résister à un bombardement aérien. Il y a beaucoup de vitres et

les couloirs qui mènent aux abris contre les éclats de verre sont très longs. Il n'existe pas de moyens de défense suffisamment efficaces contre de telles attaques qui, de plus, pourraient avoir lieu sans avertissement. Notre vigie, là-haut, donnerait le signal quand les bombes commenceraient à tomber. Nous ne pouvons nous fier au bruit de la D.C.A. qui tire trop souvent pour que nous puissions nous mettre à l'abri chaque fois que nous entendons un canon tirer. Nous devons nous adapter aux conditions nées du conflit. Je vais donc proposer à la Chambre trois mesures qui, j'en suis persuadé, ne porteront pas atteinte à la dignité de ses membres, et que je vais exposer dans leurs grandes lignes.

Premièrement : les heures et dates de nos séances ne seront pas rendues publiques et seront soumises à confirmation. Cette mesure gênera l'ennemi en l'empêchant de connaître à l'avance l'horaire des séances. Si le lieu de nos réunions n'est pas connu, Westminster sera moins exposé aux raids aériens et nous pourrons, de cette façon, peut-être utiliser le palais plus longtemps. Je propose donc l'ajournement de cette séance à une date qui sera tenue secrète. Cette réunion aura lieu demain car il n'est pas possible aux différents membres du Parlement de venir des quatre coins du pays pour assister à une seule séance.

Deuxièmement : j'estime que nous devrions modifier l'horaire des séances. Une attaque aérienne peut se produire à tout moment après la tombée de la nuit. Vous savez tous ce que cela signifie : tir de la D.C.A., éclats d'obus... il est donc préférable que les membres puissent se mettre à l'abri avant le commencement d'une telle attaque. Nous pourrions nous réunir à onze heures du matin et terminer nos travaux à quatre heures

de l'après-midi en réservant une demi-heure pour le débat sur l'ajournement. Ceci me conduit à ma troisième proposition.

En nous réunissant le matin, nous imposerons un lourd fardeau aux ministres et aux divers services. Les conseils de cabinet et bien d'autres groupements se réunissent dans la matinée et l'effet des décisions qui en sortent se fait sentir l'après-midi. Si plusieurs ministres doivent assister à une séance tout le programme des administrations se verra retardé ou même entravé. Prenez par exemple le cas du ministre de la Santé Publique, qui, ce matin même, doit assister au débat sur l'hygiène de la nation. Ce problème est des plus sérieux. Notre ministre a fort à faire devant la situation créée par les bombardements. Il faut veiller au fonctionnement des égouts, il faut rendre un logis à ceux qui sont sans abri, et à ceux que l'on a évacués pour des raisons diverses. Il faut empêcher les épidémies qui pourraient se déclarer du fait de la présence dans les abris d'un trop grand nombre de personnes. Si des mesures préventives énergiques ne sont pas prises, nous pourrions voir surgir des épidémies de diphtérie, de fièvre typhoïde, et de grippe. En un mot le ministre doit préserver notre santé à tous.

Je suis avant tout un parlementaire et un membre de la Chambre des Communes. Si j'ai mon mot à dire dans cette affaire, je le dois à la Chambre ; c'est pourquoi je place mes devoirs de parlementaire avant tout et m'en remets à cette dernière. Mon honorable collègue appliquera le programme tel qu'il a été établi si tel est le désir de la Chambre. Je fais appel à cette dernière pour qu'elle apporte son appui total aux ministres et au gouvernement dans lesquels elle a placé sa confiance. Nous faisons tout notre possible. Il y a certes des fautes

et des échecs. Tout n'est pas parfait. Certaines choses qui devraient être faites ne l'ont pas encore été. D'autres choses ont été faites alors qu'il eût été préférable de ne pas les faire. Mais si l'on considère l'ensemble du problème, avec impartialité, on peut dire que le gouvernement et la population sont à la hauteur de la tâche qui leur est imposée et qui s'avère encore plus difficile avec le temps. Il faut bien reconnaître que c'est là un beau résultat qui fait l'admiration de tous nos amis dans le monde. Je demande à la Chambre de se montrer indulgente et de nous accorder son appui sans demander de trop nombreuses réunions au cours des jours qui vont suivre. Je proposerai l'ajournement au mardi 15 octobre. Nous nous réunirons avant cette date naturellement mais nous demanderons à la Chambre de laisser la date en suspens en nous laissant la faculté de prévenir les intéressés. Il va sans dire que si, d'ici là, venait à se produire un événement ou s'il surgissait un problème exigeant une solution rapide après avis préalable de la Chambre, nous en aviserions immédiatement le Parlement, même si le cas se produisait peu de temps après une séance et nous nous ferions un devoir de rester en contact avec tous les partis et tous les groupements non seulement par ce que l'on appelle « la voie hiérarchique », mais encore par tous les autres moyens à notre disposition. Quelques ignorants croient peut-être que les membres du Parlement se contentent de faire leur devoir lorsqu'ils sont assis à leurs bancs, en faisant ou en écoutant des discours. En vérité, et plus qu'à tout autre moment, les membres du Parlement qui n'ont pas d'autre occupation peuvent rendre d'immenses services dans leurs propres circonscriptions.

Ceci s'applique particulièrement aux circonscriptions déjà éprouvées par la guerre et dont les populations

désirent voir leurs représentants près d'elles pour partager leurs craintes, résoudre leurs difficultés et même, si besoin est, remonter leur moral. Nous devons nous attendre à des jours graves. J'ai annoncé, au cours de la séance secrète, le déploiement des forces d'invasion ennemies et j'ai dit qu'on pouvait s'attendre à tout instant à une attaque de grande envergure contre notre pays.

Je peux maintenant vous dire que 1 700 embarcations automotrices et plus de 200 vaisseaux, certains de grande taille, sont actuellement concentrés dans les ports occupés par les Allemands. S'il s'agit là d'un simulacre ou d'un stratagème destiné à nous faire peur, on peut s'étonner que de telles mesures aient été prises sur une si grande échelle et que les préparatifs soient poussés si à fond. Quelques-uns de ces bateaux, attaqués et bombardés avec succès par nos avions, ont sauté avec une violente explosion ce qui prouvait qu'ils étaient chargés de munitions.

L'armada réunie par les Allemands est capable de transporter en un seul voyage près d'*un demi-million d'hommes*. Nous sommes en droit d'espérer pouvoir en noyer un grand nombre et détruire un gros pourcentage de vaisseaux. Mais quand on réfléchit à la multitude des points d'où pourraient partir les convois, quand on pense que la région la plus vulnérable, c'est-à-dire celle où l'ennemi pourrait concentrer le plus grand nombre d'avions de toutes catégories, s'étend de Wash jusqu'à l'île de Wight, et est aussi longue que le front français des Alpes jusqu'à la mer, quand on songe aux dangers du brouillard naturel ou artificiel, on ne peut nier l'éventualité d'un débarquement ou tout au moins une tentative de débarquement ennemi.

Si l'ennemi parvenait à prendre pied sur notre territoire, d'autres obstacles se présenteraient à lui.

Nous le priverions de ses communications avec la côte française occupée en interceptant ses convois et d'autres dangers surgiraient pour lui. Je suis certain que nous réussirions à le battre et à anéantir ce gigantesque assaut qui nous menace de toutes façons. Quoiqu'il arrive, nous nous battons jusqu'au dernier. Demain le soleil se lèvera sur notre victoire, j'en suis sûr.

Mais je demande à la Chambre de nous aider à résoudre ces problèmes, les pires qui aient jamais menacé une communauté civilisée, en s'associant aux vœux du gouvernement et en allégeant le fardeau qui pèse sur ceux qui sont au pouvoir.

En conséquence, des résolutions seront soumises cet après-midi à l'approbation de la Chambre siégeant toujours en séance secrète.

TROISIÈME DISCOURS

LA BATAILLE DE L'ATLANTIQUE

(Discours du 25 juin 1941)

LE PROBLÈME DU TONNAGE

Le mercredi 25 juin 1941, jour où s'affrontèrent les armées allemande et russe dans la première grande bataille du front de l'Est, la Chambre des Communes se réunit en séance secrète pour entendre l'un des plus sombres exposés de Mr. Churchill, exposé exact et sincère sur la situation du tonnage et sur la guerre anti-sous-marine.

Avant de prononcer cet important discours, qui traitait d'un problème dont dépendait la survivance même du peuple britannique, le Premier ministre consigna par écrit tout ce qu'il avait l'intention de dire. Le document fut contrôlé pour vérifier les chiffres qu'il contenait et pour supprimer éventuellement tout ce qui aurait pu être utile à l'ennemi. Il est certain que Monsieur Churchill suivit de près le texte qui suit cette introduction. Pendant le discours, il donna lecture des directives qu'il avait préparées en qualité de ministre de la Défense en vue de poursuivre avec vigueur la « Bataille de l'Atlantique ». Il révéla après, qu'au cours de la première année de guerre, les pertes des flottes alliées s'élevaient à 4 600 000 tonnes. Ce discours, rempli de détails sombres et désagréables, montrait comment les difficultés rencontrées par le gouvernement dans la poursuite de la guerre avaient été résolues. Les conclusions rassurantes qu'il contenait contribuèrent à adoucir les critiques souvent âpres dont le gouvernement britannique faisait l'objet de la part de certains membres du Parlement.

LE total des pertes subies par les flottes marchandes britannique, alliée et neutre entre le 1^{er} septembre 1939 et le 31 décembre 1940, s'élève à environ 5 000 000 de tonnes. En tenant compte des bateaux nouvellement construits, capturés, achetés et loués à des pays étrangers, le total des bateaux à notre service en 1940 n'était inférieur que d'environ 1 500 000 tonnes au nombre des bateaux en service avant la guerre. Le tonnage total dont nous disposions quand la guerre a éclaté, varie — d'après les diverses estimations — entre 26 et 22 000 000 de tonnes, suivant les catégories de vaisseaux considérées. Tout ce tonnage, il est vrai, n'est pas disponible pour l'importation. Sur ce nombre 4 000 000 de tonnes environ sont utilisées pour les besoins de l'armée et de la marine. Quelques bateaux sont réservés au trafic, d'importance vitale, avec l'Empire. Certains sont de trop petite dimension pour pouvoir traverser l'Atlantique. D'autres ont subi des avaries et sont inutilisables.

Les pétroliers, dont le tonnage se monte à quelque 4 500 000 tonnes, constituent une catégorie spéciale dont l'usage est réservé à notre ravitaillement en carburants. Nous espérons maintenir nos importations de carburant à un niveau proche de celui d'avant-guerre et, dans les chiffres que je vous apporte concernant les importations, je ne tiendrai pas compte des carburants. Si l'on compare les pertes que je viens de citer avec

le tonnage total, elles représentent environ 5 %. Ce chiffre comparé au nombre des bateaux considérés n'a rien d'inquiétant surtout après 16 mois de lutte acharnée contre les U-Boot allemands.

Deux faits importants sont venus aggraver la situation.

D'une part il ne fallait pas compter sur la chance pour éviter que les pertes subies en 1941 conservent le rythme qu'elles avaient en 1940.

D'autre part, les mesures de protection prises par l'Amirauté, convois, procédés de diversion, dragage des mines, fermeture de la Méditerranée, toutes mesures qui augmentaient le temps et la distance des traversées, auxquelles il faut ajouter les retards occasionnés par la retenue des bateaux dans les ports par suite de l'action ennemie et du blackout, ont réduit l'activité de nos bâtiments dans une mesure plus importante que les pertes elles-mêmes. L'Amirauté songe en premier lieu à ramener les bateaux sains et saufs dans les ports et à réduire le plus possible les pertes. La vie même du pays et l'effort de guerre dépendent du volume des importations arrivant intactes.

Aux cours des meilleures années du temps de paix, nos importations s'élevaient à environ 60 000 000 de tonnes. Après la chute de la France, nous ne pouvions espérer que la moitié de ce chiffre pour l'année 1941.

Depuis ma visite à l'Amirauté au début de la guerre, j'ai institué un service de statistique à la tête duquel j'ai placé le professeur Lindmann. Je reçois chaque semaine un certain nombre de diagrammes et de graphiques englobant l'effort de guerre dans sa totalité et indiquant les diverses tendances, favorables ou non.

Le déficit croissant entre les pertes nettes en tonnage, relativement faibles en vérité, et l'énorme baisse du chiffre

des importations devint de plus en plus évident au cours de l'hiver 1940.

De nombreuses mesures furent prises notamment par le ministère du Ravitaillement, le ministère des Fournitures de Guerre et le ministère du Commerce. Depuis quelque temps, les importations étaient sévèrement contrôlées et tout le superflu en avait été exclu. Les programmes établis par ces trois ministères étaient conçus de manière à accorder la priorité aux denrées les moins encombrantes. Notre commerce d'exportation portait surtout sur des articles possédant une grande valeur d'échange. Le nombre des bateaux affectés au trafic dans l'Atlantique croissait sans cesse. On prit des mesures draconiennes pour augmenter la production à l'intérieur du pays. Je ne parlerai pas des questions de denrées alimentaires, ce problème exigera un débat spécial.

Nous avons réalisé de grosses économies sur les importations de bois de construction qui se chiffraient à plus de 10 000 000 de tonnes au début de la guerre, et à 4 500 000 tonnes en 1940. Cette année, ce chiffre a encore été réduit à un peu plus d'un million de tonnes. Nous sommes parvenus à ce résultat en nous imposant d'une part, une diminution de la consommation, et en accroissant considérablement l'abattage dans notre propre pays, d'autre part.

Nos stocks de carburant ont beaucoup baissé par rapport au niveau d'avant-guerre, mais nos stocks de matières premières essentielles ont été maintenus, et les réserves de vivres sont plus importantes qu'elles ne l'étaient il y a un an.

À la fin de septembre, quand la moisson sera terminée, les stocks de blé seront supérieurs à ceux de

l'année dernière. Il me faut malheureusement insister sur les difficultés stratégiques qui résultent du contrôle allemand sur la côte européenne. Ces difficultés sont plus graves que celles auxquelles nous eûmes à faire face au cours de la dernière guerre. Si, au début de l'année 1940, nous avions su que l'ennemi contrôlerait effectivement tous les ports de l'Atlantique, de Narvik à Bayonne, la plupart des experts de la marine et de l'aviation eussent déclaré que le ravitaillement de notre pays aurait été impossible, le problème étant pratiquement insoluble.

Au cours de la dernière guerre une enquête fut entreprise pour savoir s'il serait possible d'assurer la subsistance du peuple anglais au cas où le port de Londres aurait été bloqué. Le rapport publié à l'issue de cette enquête fut plutôt pessimiste dans ses conclusions. Le trafic de ce port a été réduit dans la proportion d'un quart. Celui des ports situés sur la côte orientale est également réduit dans de fortes proportions. Le trafic maritime effectué sur la côte sud est proche du niveau normal. Le Pas-de-Calais est, comme la Mer du Nord, soumis aux attaques incessantes de l'aviation ennemie. Nous devons de plus en plus diriger nos bateaux vers les ports de la côte ouest. D'autre part, nous trouvant dans l'impossibilité d'utiliser le nord de l'Irlande comme base pour nos flotilles de protection et nos escadrilles d'aviation, la plupart des convois passent entre l'Écosse et l'Irlande et entrent par la Clyde et la Mersey. Un petit nombre de bateaux seulement se dirige vers les ports du Bristol Channel. Tous ces ports font l'objet d'attaques aériennes fréquentes et souvent de longue durée et, même sans tenir compte des dégâts, le trafic des marchandises est considérablement gêné par les retards et le black-out.

Pendant l'hiver, les sous-marins ennemis utilisèrent une nouvelle méthode d'attaque nocturne. Les pertes subirent une augmentation importante et la nouvelle année s'ouvrit sur des perspectives sombres. En plus de ces attaques, nous eûmes à déplorer l'activité accrue de l'aviation allemande qui utilisa à cet effet des appareils Focke-Wulf à long rayon d'action.

Ces appareils qui, heureusement, étaient peu nombreux au début, et dont le nombre pouvait augmenter d'un moment à l'autre, pouvaient décoller d'aérodromes situés à Bordeaux ou à Brest, faire le tour des îles Britanniques, se ravitailler en carburant en Norvège, et reprendre leur voyage le lendemain. En chemin ils voyaient les longs convois de cinquante à soixante bateaux auxquels nous avions été obligés d'avoir recours par manque de vaisseaux de guerre qui auraient pu servir d'escorte. L'ennemi pouvait sans peine attaquer ces navires avec ses avions ou envoyer par télégraphie sans fil des signaux à ses sous-marins qui, mis au courant de la direction que les convois suivaient, les interceptaient.

Les sous-marins pouvaient évoluer plus rapidement en surface que les bateaux dont étaient composés les convois. En réduisant le poids de la charge d'explosifs et en augmentant la quantité d'air comprimé qui activait le moteur des torpilles, les Allemands étaient à même d'envoyer de véritables volées parmi les convois et de cette façon coulaient trois ou quatre vaisseaux à la fois. J'ai observé de près la guerre sous-marine pendant la dernière guerre. J'ai étudié avec soin tous les facteurs qui étaient en jeu et j'y ai réfléchi longuement depuis. Eh bien, rien de ce qui est arrivé alors, rien de ce qui est arrivé depuis n'est comparable aux difficultés et aux dangers qui nous assaillent aujourd'hui. Je répète

donc que les plus hautes autorités en la matière, si on leur avait demandé il y a un an comment nous nous en tirerions, n'auraient pas pu nous donner de réponse favorable.

Je ne doute pas un moment que les experts très avertis qui renseignent Hitler ne lui aient annoncé que notre perte était certaine.

On ne parle pas beaucoup de mines en ce moment. Pourtant, tous les soirs, de trente à quarante avions ennemis en lâchent dans nos eaux, partout où nos navires peuvent passer.

Si nous n'en entendons pas parler, c'est parce que, grâce à la science et à l'organisation des services britanniques, nous sommes venus à bout de ce péril. Parce que tous les matins 1 000 bateaux et 20 000 hommes armés de dispositifs compliqués travaillent avec acharnement à débarrasser nos eaux des torpilles qui y ont été jetées dans la nuit. Nous n'entendons pas parler souvent de ces travaux ni des hommes qui les font ou les dirigent. Nous acceptons naturellement le travail héroïque du *Salvage Service* (Service de Récupération) qui nous a rendu depuis la guerre plus d'un million de tonnes de bateaux qui autrement auraient été perdus.

Les articles et les discours qui critiquent la conduite de la guerre et « démontrent » combien sont incapables ceux qui la conduisent reçoivent tous les jours une publicité à grand tapage.

Mais les services désintéressés de nos marins et leur dévouement qui nous apportent tous les jours la preuve de l'intégrité de notre vie nationale, de la puissance d'adaptation et de l'ingéniosité jamais surpassées de l'esprit britannique, de la ténacité indomptable et de l'esprit de persévérance du citoyen anglais, grâce auxquels

nous avons vécu et vivrons et grâce auxquels nous pourrions sauver le monde et nous-mêmes, ces qualités que nos ennemis connaissent bien, sont parfois sous-estimées par certaines personnes de chez nous.

Je suis obligé de revenir en arrière jusqu'au commencement du conflit. En janvier, Hitler fit un discours dans lequel il nous menaçait de la ruine en insistant sur la puissance de ses forces navales et aériennes combinées qui, espère-t-il encore, nous forceront à capituler devant la menace de la famine.

Au printemps, nos sous-marins entreront en action et « ils » verront que nous ne nous sommes pas endormis (cris et acclamations). L'aviation aura sa part et nos forces armées tout entières obtiendront une décision coûte que coûte.

Dès le mois de janvier, la Chambre s'en souvient, nous instituâmes la « Direction des Importations » groupant les principaux organismes importateurs sous la présidence du ministère des Fournitures et la « Direction de la Production » placée sous l'autorité du ministère du Travail. L'objet principal du premier de ces services est de s'occuper de toutes les questions d'importation, d'améliorer les différentes formes de transport et de résoudre les nombreux et délicats problèmes que soulève l'organisation du travail dans les ports. Cet organisme se charge également de répartir les différentes catégories de produits importés parmi ces services.

Au début de mars, devant le triste bilan des bateaux coulés, j'ai cru bon d'annoncer le commencement de la « Bataille de l'Atlantique ». Je l'ai fait pour attirer l'attention de tous sur cette lutte pour la vie et pour insister sur la gravité sans cesse croissante des attaques dont nous menace Hitler.

Puisque nous siégeons en séance secrète, je vais lire les instructions que j'ai préparées et qui furent remises, après accord du cabinet, à tous ceux que la question intéresse directement.

*

BATAILLE DE L'ATLANTIQUE

Instructions du ministre de la Défense

Divers rapports sur l'Allemagne nous portent à croire que la Bataille de l'Atlantique est commencée.

Il nous appartiendra au cours des prochains mois de faire échouer l'effort tenté par l'ennemi pour nous couper les vivres et pour nous séparer des États-Unis. À cet effet :

1° Nous devons lutter contre les sous-marins et les avions Focke-Wulf partout et chaque fois que la chose sera possible. Il faut faire la chasse aux sous-marins, il faut les bombarder dans leurs chantiers de construction et dans les ports. Il faut attaquer les Focke-Wulf et autres bombardiers dans les airs et sur les aérodromes ;

2° Accorder une priorité absolue aux travaux des catapultes et autres appareils de lancement d'avions sur les bateaux. Notre aviation de chasse doit pouvoir protéger les convois contre les attaques de l'aviation allemande. D'ici quelques jours des projets seront présentés à ce sujet ;

3° Toutes les mesures déjà approuvées et entrées en vigueur pour la concentration des forces du « Coastal-Command » (Défense des côtes) sur les côtes Nord-Ouest et leur entrée en action sur la côte Est, — il s'agit en l'espèce des Fighter et Bomber Command (avions de combat et bombardiers) — devront être appliquées avec un rythme accru. On est en droit d'espérer que, les jours augmentant, et nos bateaux adoptant des nouveaux

itinéraires, la menace sous-marine sera réduite sensiblement. L'essentiel est de lutter d'une manière efficace contre les Focke-Wulf et, si le cas s'en présente, les JU-98 ;

4° Devant les besoins croissants de destroyers d'escorte, il importe de décider si oui ou non les destroyers américains actuellement en service devront être envoyés dans les chantiers pour y subir les modifications nécessaires *avant que cette période ne soit dépassée* ;

5° L'Amirauté devra étudier à nouveau, en collaboration avec le ministère des Transports, la question de l'élimination des convois des bâtiments filant entre 13 et 12 nœuds. Elle devra également envisager l'adoption de cette mesure à titre d'essai provisoire ;

6° L'Amirauté disposera, par priorité, des pièces anti-aériennes à courte portée et autres armes de D.C.A. destinées à être montées sur le pont des bateaux marchands utilisés dans les zones dangereuses. D'ores et déjà, 200 canons Bofors et pièces du même genre ont été commandés aux usines et seront mis à la disposition de l'Amirauté ainsi que les équipages spécialisés. Il faudra établir un programme de trois mois ;

7° Nous devons nous attendre à voir effectuer des attaques aériennes concentrées sur les ports que nous utilisons de préférence (ports situés sur la Mersey, la Clyde et sur le Bristol-Channel). Il faut prévoir la mise en œuvre de tous les moyens de défense disponibles. Un rapport sur cette question sera prêt d'ici une semaine ;

8° Tous les services devront coordonner leurs efforts pour mener à bien l'énorme tâche que constitue la remise en état des bateaux endommagés. D'ici la fin du mois de juin, le tonnage des bateaux à réparer devra être inférieur d'au moins 400 000 tonnes à celui des bâtiments se trouvant actuellement sur les chantiers. Il est d'ailleurs trop tôt pour tirer des conclusions à ce sujet.

Le personnel employé à la construction de nouveaux bateaux qui ne pourraient être achevés avant septembre, devra être transféré sur les chantiers de réparations. L'Amirauté a décidé de prévoir un contingent de cinq mille ouvriers pour les programmes de construction de navires de guerre ou de réparations ; cinq mille autres ouvriers seraient affectés aux constructions de bateaux marchands ;

9° Nous ne devons reculer devant rien pour simplifier et accélérer les travaux de réparations, même si une telle méthode comporte certains risques, pour accélérer la remise en état des bateaux se trouvant dans les ports britanniques. Quinze jours d'avance signifieraient un supplément d'importation de 5 000 000 de tonnes et un gain d'un million deux cent cinquante mille tonnes. L'Amirauté a déjà donné des instructions à tous les officiers dans tous les ports pour obtenir ce résultat.

D'autres ordres seront donnés de temps en temps et les officiers commandant les ports devront faire parvenir aux services compétents des rapports sur ce qui a été fait ou sur ce qui devrait être fait. Il serait désirable de réunir une conférence groupant ces différents officiers. Il leur serait ainsi possible d'échanger leurs idées.

10° Le ministère a signé avec les patrons et les ouvriers un accord prévoyant le transfert des équipes de réparations d'un port à un autre. Cet accord permettra de disposer d'effectifs de travailleurs supplémentaires. De toutes façons, il faudra prévoir, le plus tôt possible, 40 000 ouvriers pour les réparations, les constructions et les travaux dans les docks. Il faudra faire usage d'une large propagande dans les ports et dans les chantiers afin que tous comprennent l'importance vitale de leur tâche.

De la même façon, il est désirable que la presse et la radio soient utilisées à bon escient pour mettre en échec les manœuvres de la propagande ennemie ;

11° Le ministre des Transports devra veiller à ce qu'il ne se produise pas d'engorgements dans les ports et à ce que les marchandises débarquées soient enlevées immédiatement. À cet effet, le ministre s'assurera l'aide et la collaboration de la Direction des Importations. Il devra envoyer un rapport hebdomadaire à ce dernier organisme dans lequel il indiquera l'état des travaux, du matériel, etc... Ce rapport devra contenir aussi des instructions précises concernant l'aménagement des ports et l'utilisation des divers appareils de levage pour le chargement et le déchargement des cargaisons ;

12° Une commission composée de représentants de l'Amirauté, (Service des Transports) du ministère des Transports Maritimes, et du ministère des Transports ; se réunira tous les jours et dressera un compte-rendu des difficultés rencontrées par la Direction des Importations dans l'accomplissement de sa tâche. Cet organisme sera chargé de la coordination de ces différentes mesures, et devra m'adresser un rapport quotidien afin de me permettre d'en référer au Cabinet si le besoin s'en fait sentir ;

13° Les mêmes efforts devront être faits dans les ports étrangers. À cet effet, des instructions seront envoyées à tous ceux que la question intéresse. Ces derniers devront nous adresser des rapports sur la façon dont les mesures prévues sont exécutées et sur les difficultés qu'ils auront rencontrées.

*

Afin d'accorder toute mon attention à cette affaire, afin de pouvoir communiquer toutes instructions nécessaires pour surmonter les difficultés qui peuvent se présenter, j'ai organisé des réunions qui ont lieu chaque semaine et auxquelles assistent tous les ministres ainsi que les hautes personnalités civiles et militaires. Chacune

de ces séances a duré deux heures et demie (il y en a eu 12) et a été consacrée à un examen complet de la situation ; aucun détail n'a été négligé. De cette façon, rien ne fut retardé par manque de décision.

Monsieur Harriman, chargé par le Président Roosevelt de s'occuper des fournitures envoyées par les États-Unis à notre pays, se joignit rapidement à nous et nous accorda sa précieuse collaboration.

Ces réunions appuyèrent les travaux de la Direction des Importations et, maintenant que les choses ont pris un cours plus normal, j'espère que nous pourrons nous contenter d'une réunion tous les quinze jours.

Je fus aidé dans mes travaux non seulement par les Services des Statistiques du Professeur Lindmann mais aussi par les membres du secrétariat du Cabinet. Ces deux organismes étudiaient les rapports hebdomadaires envoyés par les divers services et attiraient mon attention sur les points faibles et les erreurs. Si je donne tous ces détails c'est parce que j'estime que l'heure n'est pas aux critiques et aux réclamations, parfois pleinement justifiées, qui sont faites par des membres du Parlement mal informés sur des mesures souvent prises avant qu'ils n'aient connaissance des motifs qui les ont provoquées.

Il serait imprudent et inutile de discuter en public de toutes ces questions car l'ennemi pourrait en tirer profit. J'exposerai bientôt à l'assemblée les résultats de nos efforts jusqu'à ce jour.

En attendant, une autre question doit retenir notre attention ; notre politique de guerre, l'entretien de nos troupes stationnées à l'extérieur, l'envoi vers l'est de 30 ou 40 000 hommes par mois aussi bien que les conditions de vie qui sont imposées à notre peuple, toutes ces questions dépendent directement de l'importation

et des bateaux disponibles à cet effet. Il nous faut en effet dresser le bilan de nos importations pour 1941 comme le Chancelier de l'Échiquier dresse son budget pour l'année.

En ma qualité de ministre de la Défense, j'ai soumis au Cabinet les propositions concernant l'importance et les caractéristiques des trois subdivisions de nos forces armées et la nature des importations dont nous avons besoin.

Je vais lire devant vous le mémorandum qui contient les projets dont nous nous sommes fixé la réalisation pour cette année en ce qui concerne les importations. Là encore, je crois utile de lire mon mémorandum du 26 mars car je désire amener l'Assemblée à accorder toute sa confiance au Gouvernement. Je dois faire remarquer que les chiffres qu'il contient ne devront être communiqués au public sous aucun prétexte. Je répondrai aux critiques qui sont élevées ici et à l'extérieur, suivant lesquelles nous manquons de prévoyance et nous n'agissons pas suivant un plan conçu à l'avance.

Quelqu'un supposerait-il que nous passons notre temps à nous congratuler et à nous admirer les uns les autres ?

Je ne le pense pas, et sur ce point je prends mes collègues à témoin, qu'aucune des phrases méprisantes utilisées par ceux qui me critiquent ne se trouve dans le langage dont je me sers habituellement, et cela, ni dans les paroles que je prononce, ni dans mes écrits. En fait, je m'étonne que la plupart de mes collègues m'adressent encore la parole. Ils ne le feraient certainement plus si je m'étais plu à tout critiquer à tort et à travers. Liés comme nous le sommes par un but commun, les hommes qui se sont donné la main pour travailler ensemble se sont

assigné une énorme tâche et j'espère qu'ils n'hésiteront pas à la poursuivre. C'est le devoir du Premier ministre d'user des pouvoirs qu'il a reçus du Parlement et du Pays pour diriger les autres et, dans une guerre comme celle que nous traversons actuellement, ces pouvoirs doivent être utilisés sans considération aucune quant aux sentiments de chacun. Si nous la gagnons personne n'y trouvera sujet à critique. Si nous la perdons, il n'y aura plus personne pour critiquer.

Voici maintenant mon mémorandum du 26 mars :

*

Nous devrions admettre pour 1941 un volume d'importations s'élevant à 31 millions de tonnes au moins. Sur cette base, on ne peut pas attribuer plus de 15 millions de tonnes au ministère du Ravitaillement et 1 million de tonnes au ministère du Commerce. Il reste donc 15 millions de tonnes pour le ministère des Fournitures contre les 19 millions de tonnes prévues dans le programme dit « des 35 millions ». Le ministère des Fournitures devra cependant appliquer une diminution de 4 millions de tonnes pour laquelle il sera nécessaire d'établir un programme. Cette réduction devra porter sur les métaux ferreux, le bois de construction et la pulpe. Étant donné qu'il nous est maintenant possible d'acheter de l'acier aux États-Unis, le maintien en vigueur de la réglementation relative aux industries sidérurgiques n'est plus un facteur indispensable à la conduite de la guerre. Nous devons importer sous un petit volume et choisir les itinéraires les plus courts possibles. Ce principe s'applique également à nos importations de denrées alimentaires.

Si le chiffre total de nos importations tombait au-dessous de 31 millions de tonnes, le déficit exigerait

l'intervention du ministère du Ravitaillement et celle du ministère des Fournitures. Il faudrait envisager la base suivante : réduction d'une tonne de vivres pour deux tonnes de fournitures. Si les importations dépassaient 31 millions de tonnes, le surplus serait réparti suivant les mêmes proportions. Cette question sera étudiée en automne après la moisson.

Les ministères de l'Agriculture et du Ravitaillement devraient élaborer un programme de dix-huit mois sur la base des 15 millions de tonnes enregistrées en 1941, en utilisant si besoin les réserves de viande pour couvrir la consommation des six prochains mois, mais aussi en s'efforçant, grâce à des produits importés sous forme concentrée, d'assurer à la population une nourriture aussi variée que possible. En choisissant une période de dix-huit mois, il doit être possible d'éviter des changements brusques dans notre politique, de se servir des conserves pour boucher les trous et pour faire le meilleur usage possible du tonnage dont nous disposons.

*

Ce programme exige une répartition de nos forces armées. L'aviation devra être développée au maximum, dans les limites fixées par le tonnage d'importation et en tenant compte des priorités et des engagements.

Le programme de constructions navales de l'Amirauté a été modifié de manière à assurer une marge disponible cette année au détriment des projets à longue échéance qui, quelle qu'en soit l'importance, devront perdre leurs droits de priorité tant que la crise actuelle n'aura pas été dépassée. Je me suis vu obligé de donner des ordres sévères au ministère de la Guerre, d'abord pour que ses demandes de main-d'œuvre soient réduites, et ensuite pour obtenir la formation d'un plus grand nombre de

divisions blindées et de corps de spécialistes, en raison de l'importance croissante des armes modernes.

L'importance et les effectifs de nos armées n'ont pas été révélés et ce n'est pas moi qui vous donnerai de chiffre exact.

Je voudrais pourtant, puisque nous sommes en séance secrète, corriger quelques exagérations. Certains parlent de 4 ou 5 millions d'hommes. Si les Allemands le croient, tant mieux, ne les rassurons pas. Néanmoins le chiffre réel de nos effectifs représente à peu près la moitié de celui dont j'ai parlé. Il faut ajouter à ce chiffre la « Home Guard » (1 million d'hommes) et les troupes des Dominions, des Indes et des Colonies (1 750 000 hommes).

Afin d'adapter les besoins en hommes du ministère de la Guerre à ceux de l'Aviation et de la Marine et à leurs capacités matérielles, j'ai dû demander à mon distingué collègue, le secrétaire d'État à la Guerre, d'accepter une réduction d'environ 500 000 hommes. C'est chose faite et toutes les mesures nécessaires ont été prises en vue de faire face aux besoins. J'ai averti l'Assemblée que je m'opposerai à toute nouvelle modification, tendant à amoindrir ou désorganiser l'armée. On pourra faire appel aux soldats en cas de force majeure, mais il ne faut pas les ôter à leur entraînement.

Dans quelques mois, ou moins, nous pourrons avoir à supporter la plus affreuse invasion que le monde aura jamais vue. L'ennemi, pour nous anéantir à tout jamais, n'hésiterait pas à sacrifier un million de soldats. Et s'il débarque, à nous de faire en sorte qu'il y perde ce nombre d'hommes voire plus. Dans ce but il faut que nous entraînions le plus grand nombre possible de soldats. Il faut qu'ils soient actifs, bien disciplinés,

qu'ils sachent se servir habilement de leurs armes, et qu'ils soient au courant de toutes les manœuvres que notre expérience peut nous suggérer. Mais il est hors de question d'ôter les soldats à leurs effectifs ou d'en détruire l'ordre et la symétrie.

Je viens à parler du problème du charbon. Nous faisons de gros efforts pour le résoudre. Si nos efforts restent sans succès nous grelotterons cet hiver. Mais il vaudra mieux souffrir du froid que priver de charbon nos fabriques de munitions ou rappeler les 50 000 mineurs qui sont sous les armes. Ces mineurs sont des soldats magnifiques et je regrette de ne pouvoir permettre à un plus grand nombre d'entre eux d'échanger leurs pics pour des fusils, comme ils seraient fiers de pouvoir le faire. Je crois pouvoir affirmer que le meilleur usage de nos forces a été fait jusqu'à présent mais naturellement, d'ici la fin de l'année, des changements sont à prévoir. J'espère que la puissance croissante de nos forces aériennes et l'amélioration constante de nos méthodes de défense contre les attaques de nuit nous permettront de donner des renforts à l'armée pour combler ces pertes. Nous pourrions accomplir ceci en recherchant des recrues parmi l'A.D.G.B. (Défense de la Grande-Bretagne contre les attaques aériennes) qui compte aujourd'hui 500 000 hommes. Nous avons besoins de 170 000 femmes. Si nous les trouvons, elles pourront libérer un nombre correspondant d'hommes qui sont pour le moment attachés aux batteries de D.C.A. et aux services des projecteurs. Il y a des tâches de toute première importance que les femmes peuvent accomplir aux côtés des soldats de l'A.D.G.B.

Laissez-moi revenir maintenant au problème des bateaux et du tonnage. Voyons quels résultats ont suivi

mes directives du 6 mars aussi bien que les incessants efforts de mes collègues dans ce domaine. Le seizième rapport du comité sur la Dépense Nationale (Select Committee on National Expenditure), qui fut publié la semaine dernière, témoigne qu'un progrès considérable dans l'aménagement des ports a d'ores et déjà été obtenu.

Il reste beaucoup à faire et beaucoup doit être fait si nous voulons résoudre cette partie du problème. Il ne pourrait y avoir de meilleur sujet pour un débat public que le contenu de ce rapport pénétrant et équilibré. Mais je ne veux pas que ce débat prenne place avant que l'Assemblée n'ait eu connaissance de notre plan et de nos projets et ne puisse juger chaque chose par elle-même. Un débat sur ce qui est appelé la production pourrait très bien être axé sur ce rapport. Il pourrait bien entendu être étendu aux conditions régnant dans les usines et les mines.

Prenons d'abord le côté opérations navales. 300 Bofors (canons de D.C.A.) et 100 canons, type H.S. ont été installés sur les navires marchands et les équipages recrutés par le War Office pour les utiliser. Des centaines d'autres mitrailleuses et d'autres armes de nouveau modèle ont également été montées sur les navires. Un vaste plan fut préparé pour améliorer les équipages de la marine marchande dans l'utilisation de ces armes. Des autobus spécialement aménagés sont utilisés pour l'entraînement pratique et l'instruction. Ce qui commence dès maintenant à donner des résultats. Les renforts considérables d'avions à long rayon d'action, — les Hudson et les Whitley — qui furent envoyés en mars et avril à l'ouest sont maintenant en activité.

Nous avons reçu des États-Unis un grand nombre d'avions du type « Catalina » que nous avons convertis en appareils de combat. Ce sont de superbes hydravions à long rayon d'action, qui viennent en aide à nos « Sunderland ».

C'est un « Catalina » qui a repéré, le premier, le « Bismarck ». Un certain nombre de vaisseaux du type spécial portent des avions « Hurricanes » et les lancent par catapultes. Ces vaisseaux patrouillent les mers ; un nombre toujours plus grand de bateaux marchands sont agencés pour porter chacun un « Hurricane ». Les premiers commencent à revenir d'Amérique avec les convois. Chaque convoi dans le Nord de l'Atlantique aura bientôt un vaisseau portant à bord un avion qui peut être catapulté et s'attaquer avec d'excellentes chances aux Focke-Wulf maraudant dans ces parages.

De nouveaux champs d'atterrissage dans le nord de l'Irlande, dans les îles Hébrides et en Islande, sont en voie de construction rapide. L'Islande est un point stratégique de toute première importance et j'espère pouvoir vous en parler prochainement. Jusqu'à présent, ces mesures n'ont pas encore eu tout leur effet. Mais voyez comme les pertes causées par les attaques aériennes ont déjà diminué. Voici les chiffres à mille tonnes près :

Février	86 000 tonnes
Mars	69 000 tonnes
Avril	59 000 tonnes
Mai	21 000 tonnes
Juin (à ce jour)	18 000 tonnes

Donc ces attaques aériennes auxquelles Hitler attachait tant d'importance et qui nous paraissaient si menaçantes n'ont pas empiré. Au contraire, elles semblent aujourd'hui avoir considérablement diminué.

Je ferai remarquer aux membres de la Chambre des Communes que nos avions ne servent pas qu'à défendre les convois. Ils servent aussi à chasser les avions ennemis et les empêchent de repérer leurs sous-marins pour leur indiquer nos convois. En même temps, nos avions guident nos destroyers et nos corvettes et leur permettent d'attaquer les sous-marins allemands. Repoussées par ces mesures, les forces ennemies en sont réduites à s'éloigner de nos côtes et sont obligées de s'en tenir à la moitié Ouest et au Sud de l'Atlantique. Ainsi, nous les renvoyons dans la zone que les vaisseaux américains occupent plus efficacement chaque jour. Et, en même temps, nous détruisons cette liaison, pour nous très dangereuse, entre les avions et les sous-marins ennemis dans laquelle Hitler mettait son espoir, encouragé par ses conseillers.

Il va sans dire que j'espère recevoir beaucoup plus d'aide des États-Unis, mais cela viendra en son temps, et avec l'aide de Dieu, j'en suis certain.

Pour l'instant nous faisons face à de grandes difficultés. Les vaisseaux d'escorte américains ne sont pas encore assez nombreux dans les zones que le Président leur a assignées et le danger des sous-marins est si grand que nous devons escorter nos bateaux pendant tout la traversée de l'Atlantique.

Ceci veut dire qu'avec le petit nombre de vaisseaux anti-sous-marins que nous avons à notre disposition, nous ne pouvons leur donner que la moitié des navires d'escorte dont ils ont besoin. Mais nous espérons prochainement une amélioration. Le nombre des

vaisseaux coulés l'hiver dernier a porté beaucoup de gens à croire que le système des convois n'est pas efficace. Jusqu'au mois de mars dernier les bateaux filant 15 nœuds ou plus voyageaient seuls, se fiant à leur vitesse. L'Amirauté, qui avait été forcée d'accepter le système des convois pendant la première guerre, est aujourd'hui la première à le défendre. Néanmoins il nous a paru raisonnable d'essayer d'envoyer seuls des vaisseaux filant 13 nœuds ou plus, puis des vaisseaux filant 12 nœuds ou plus.

L'expérience semble avoir démontré que le système des convois est le meilleur, à moins que les vaisseaux ne soient très rapides. Malgré les grands convois et l'insuffisance de navires d'escorte due à notre pauvreté, nous avons décidé d'en revenir à 15 nœuds. Les navires de moindre vitesse ne prendront plus la mer sans être accompagnés.

Je veux vous assurer que toute la question des convois a été non seulement étudiée mais mise à l'épreuve et que l'Amirauté aussi bien que le ministère de la Marine Marchande — aujourd'hui ministère des Transports de Guerre — acceptent tous deux cette vitesse limite de 15 nœuds.

Je reviendrai tout à l'heure aux opérations navales, mais pour l'instant je voudrais discuter la question des ports. Au début de mars, il y avait deux millions six cent mille tonnes de vaisseaux endommagés dans nos ports dont 930 000 tonnes représentaient des bateaux qui étaient en réparation pendant qu'on les chargeait ou déchargeait. Mais 1 700 000 tonnes de bateaux étaient complètement immobilisées.

Ce sont ces bateaux immobilisés qui nous causent les plus grandes difficultés. Ainsi que l'indiquent mes

directives du 6 mars que je viens de vous lire, mon but était de réduire ce tonnage de 400 000 tonnes avant le 1^{er} juillet. Mais plus tard nous avons décidé d'augmenter ce chiffre et de le porter à 750 000 tonnes avant cette date. Nous avons été durement frappés par les attaques aériennes faites contre la « Mersey » et la « Clyde » au début du mois de mai. Ces attaques ajoutèrent des milliers de tonnes à nos pertes en mer. Un certain nombre de vaisseaux qu'on avait jugé perdus ont été récupérés et mis en chantier par le « Salvage Service ». Néanmoins, malgré ces vaisseaux retrouvés en bon ou mauvais état, le nombre en tonnes de vaisseaux immobilisés dans les chantiers ne se monte au 12 juin qu'à un million de tonnes. Ceci représente un gain qui n'est pas tout à fait de 750 000 tonnes espérées mais s'en approche beaucoup. Le chiffre est de 700 000 tonnes.

Rappelons-nous, avant de chanter victoire, qu'il y a toujours pendant l'été, une diminution des pertes navales, en dehors de l'action même de l'ennemi. Néanmoins, les chiffres que j'ai cités font naître non seulement le soulagement mais aussi la satisfaction.

Jetons un coup d'œil sur quelques-unes des mesures qui ont permis d'arriver à ce résultat. La première de toutes est, évidemment, l'effort prolongé que nous faisons pour accroître la capacité de travail quant aux réparations des navires marchands. Il y a maintenant, dans les chantiers navals privés travaillant aux coques de vaisseaux, 11 000 ouvriers de plus qu'à la fin de janvier. Il y a eu également un transfert défini d'unités de la marine de guerre à la marine marchande. Le ministère du Travail a fait dans ce sens un effort considérable.

Une autre économie dans le travail en cale sèche a été obtenue par une simplification de la démagnétisation

des coques. Les fidèles et courageux serviteurs de l'État qui maîtrisèrent les mines magnétiques aspiraient naturellement à tendre vers la perfection dans le système de démagnétisation. Nous devons évaluer les risques avant de remettre trop rapidement les navires à flot. Il est maintenant très rare qu'un bâtiment soit retardé du fait de réparations ou d'aménagements concernant cette démagnétisation ; ils sont même effectués pendant le chargement et le déchargement du navire. Ou bien encore nous acceptons tout simplement de prendre des risques.

Avec l'aide de Mr. Harriman, des installations de plus en plus complètes et permanentes sont faites dans les ports américains. Grâce à ce seul procédé nous pouvons facilement gagner deux ou trois jours pour des réparations en cale sèche. D'autres gains ont été obtenus par une action concertée plus efficace entre les autorités navales militaires et civiles des ports, et bien qu'il me soit impossible de donner des chiffres exacts, les résultats sont certainement substantiels et seront encore accrus dans un proche avenir. N'oubliez jamais que gagner une seule journée sur la réparation d'un navire équivaut à un quart de million de tonnes de nos importations effectives d'une année.

Je n'ai jamais admis l'excuse de la congestion de nos ports, car, en dépit de toutes nos difficultés, nous n'avons en fait à envisager qu'un trafic inférieur de moitié à celui d'avant-guerre. Toutefois nous faisons un très gros effort. Les gares de triage de l'intérieur du pays, qui permettent d'évacuer rapidement les marchandises des quais soumis aux bombardements aériens ennemis, ont donné des résultats dignes d'éloge. Six d'entre elles sont en construction pour dégager nos ports de la côte

ouest. La première entrera en service partiel au cours du mois de septembre. Pour tirer le maximum de nos ports des « South Wales » nous sommes en train de quadrupler la ligne de chemin de fer entre Newport et le tunnel de Seyern ; une partie de ces lignes est déjà en activité. Il y a parfois des embouteillages de transport aux nœuds ferroviaires dans la partie ouest de l'île. Ces nœuds doivent en effet fournir un effort beaucoup plus grand que celui pour lequel ils avaient été construits. Ceci est en voie d'aménagement.

Des perfectionnements ont été apportés dans le déchargement des bateaux à l'ancre. Il s'agit d'un allègement d'ordre général, plus particulièrement en cas d'une très forte attaque. Nous mettons sur pied un programme en vue de l'accroissement de nos grues de déchargement, à la fois pour équiper nos nouveaux ports de secours et pour rendre plus souples les déchargements pendant une attaque. Au cours du seul mois de mai, 108 grues mobiles ont été fournies par les usines britanniques et américaines, alors que dans les quatre derniers mois la moyenne était de 50. J'outrepasserais mes droits si je donnais à la Chambre plus de détails sur cette lutte.

Je suis maintenant à même de donner une conclusion. Nos pertes et celles de nos alliés, en navires, ont été très lourdes ces derniers temps.

Au cours des douze derniers mois elles s'élèvent à 4 600 000 tonnes. L'ennemi varie sans cesse sa façon d'attaquer pour éviter nos représailles. Nous lui donnons, en particulier, du fil à retordre dans le Nord-Ouest.

Il fait des apparitions près des bancs de Terre-Neuve et même plus près encore de la côte américaine. Nous déployons plus largement nos navires d'escorte et nos porte-avions, les États-Unis seront bientôt à même

d'entrer dans le conflit, et l'ennemi développe des attaques importantes et efficaces de sous-marins près de Dakar et dans la région des îles du Cap-Vert. Chaque mouvement, chaque nouvelle invention d'un côté est suivie d'une contre-attaque sur un autre.

C'est parce qu'il est vital que l'ennemi ne sache pas quel succès couronne ces mouvements que nous nous proposons, dans un proche avenir, de cesser la publication mensuelle des pertes navales. Nous avons publié les chiffres extrêmement lourds du mois de mai, et aussi les arriérés, qui nous étaient parvenus plus tard, des pertes d'avril et de mars. Les chiffres d'avril et de mai s'enflaient des pertes subies au cours des durs combats en Méditerranée. Il semble que les chiffres de juin apporteront une amélioration, à moins qu'une flottille de sous-marins, surprenant un de nos convois, ne vienne bouleverser nos prévisions. Aujourd'hui, 25 juin, cinq jours avant la fin du mois, nous pouvons espérer ne pas dépasser 300 000 tonnes. Mais de nouveau il peut y avoir de l'arriéré. La situation au mois de juin sera toutefois certainement meilleure qu'en février et mars, mois où Hitler se vantait de nous abattre par la furie de ses attaques.

Après le mois de juin nous ne publierons plus aucun chiffre. C'est donner trop d'aide à l'ennemi que lui faire connaître chaque mois le succès ou l'insuccès de ses attaques différentes et répétées. Il sait que nos chiffres sont exacts, ils sont pour lui de la plus grande valeur. Je ne doute pas que l'Amirauté allemande ne payerait pas 100 000 livres par mois pour cette information que nous donnons et établissons si méticuleusement. Nous n'avons rien en échange. L'ennemi ne nous donne que ces mensonges extraordinaires, ces exagérations, auxquels

plus personne ne croit depuis longtemps. Notre tâche, notre effort pour survivre, sont déjà suffisamment difficiles sans que nous ne devenions une branche active du Service de Renseignements allemand. Cette mesure fera pousser des hurlements, non seulement aux Allemands, mais aussi à quelques patriotes bien intentionnés de cette île. Laissons-les hurler. Nous devons penser d'abord à nos marins, de la marine de guerre et de la marine marchande, à la vie de nos paysans, à la vie de tous nos compatriotes, effrayés du péril qui nous menace. Ce serait une grande faute de gonfler démesurément nos malheurs. Je ne partage pas la façon de voir de certaines personnes. Elles croient rendre service au pays en se vautrant dans ce que notre situation comporte de plus sombre et de plus inquiétant. L'autre jour, notre grand ami le Président Roosevelt cita quelques chiffres concernant nos pertes par rapport aux nouvelles constructions anglaises et américaines. Son discours était des plus effrayant et des plus alarmant. Il n'y avait rien de très neuf dans ces faits et dans ces chiffres, et nous avions donné par avance notre assentiment au Président. Son discours eut certainement un très mauvais effet dans les pays attentistes, en Espagne, à Vichy, en Turquie et au Japon.

L'ambassadeur japonais, en prenant congé l'autre jour, me questionna anxieusement au sujet de ce rapport de Monsieur Roosevelt. Il pensait qu'il pourrait être un facteur important concernant une décision défavorable du Japon.

La Chambre des Communes ne doit pas sous-estimer le danger de notre situation. Nous ne pouvons pas nous permettre d'avantager l'ennemi par nos informations navales pas plus que de peindre notre état des couleurs

les plus sombres aux yeux des neutres, décourager nos amis, et encourager nos ennemis.

Je terminerai en disant que le volume de nos importations pour 1941 devrait s'élever à 35 millions de tonnes. Ce chiffre doit être absolument tenu secret. Si nous pouvons arriver à l'atteindre, nous suffirons à notre existence en Angleterre aussi bien qu'à notre effort de guerre dans l'Est, sans d'autres restrictions sérieuses. Si nous n'y arrivons pas, nous serons définitivement affaiblis dans notre lutte pour la vie, nous perdrons notre droit de respirer un air libre. Mais je crois que nous y arriverons et même qu'il y aura quelque progrès. Cela deviendra certain si nous obtenons une aide plus directe de la flotte et des porte-avions des États-Unis et encore bien davantage si les États-Unis entrent dans la guerre au bon moment.

Si nous pouvons repousser ou éviter une invasion cet automne, nous serons à même, d'après l'aide que doivent nous apporter les États-Unis, de terminer sans difficultés l'année 1941. En 1942, nous espérons avoir définitivement la suprématie aérienne et être capables, non seulement de bombarder efficacement l'Allemagne mais aussi de redresser, dans une certaine mesure, les effroyables désavantages stratégiques dont nous souffrons en raison de l'actuel contrôle allemand sur les ports aériens de l'Atlantique. Si nous pouvons empêcher l'ennemi d'utiliser entièrement ou partiellement les ports et les aérodromes de l'Atlantique, il n'y a aucune raison pour que l'année 1942, au cours de laquelle nous pourrions utiliser les nouvelles et énormes constructions américaines, ne se présente avec moins d'épreuves inquiétantes que celles que nous endurons à l'heure actuelle.

Encore un mot.

N'oublions pas que l'ennemi connaît aussi des difficultés ; que quelques-unes d'entre elles sont évidentes ; qu'il peut y en avoir d'autres qui sont plus apparentes pour lui que pour nous ; et que toutes les grandes luttes de l'histoire ont été gagnées par une volonté supérieure, qu'elles furent un triomphe sur la malchance et que bien souvent il s'en fallut de très peu.

QUATRIÈME DISCOURS

LA CHUTE DE SINGAPOUR

(Discours du 23 avril 1942)

LA GUERRE EN ORIENT

Ce discours fut prononcé par Mr. Winston Churchill lors d'une séance secrète à la Chambre des Communes le mercredi 23 avril 1942. Prononcé pendant les jours sombres qui suivirent Pearl Harbour, il traite successivement de la chute de Singapour, des pertes de la Marine britannique, de la guerre sous-marine. Il s'accorde bien, tant dans la forme que dans le fond, avec le fameux discours au cours duquel l'ancien Premier britannique prononça la phrase tragique : « Je n'ai à vous offrir que du sang et des larmes. »

Lors des séances secrètes de la Chambre des Communes qui eurent lieu pendant la guerre, toutes les issues étaient gardées par la police et seuls étaient présents les membres qui, avant d'être admis, devaient avoir prêté « serment ». Mr. Churchill tenait l'unique exemplaire du discours écrit. Pendant toute la durée de la guerre jamais mot n'en transpira ni en Europe, ni en Amérique.

DEPUIS que le Japon s'est déclaré notre ennemi et quoique les États-Unis soient devenus nos alliés depuis le 7 décembre, le poids de la guerre s'est fait sentir plus lourdement. Nous avons subi depuis une série de déboires en Extrême-Orient.

Si l'on excepte la défense acharnée de la péninsule de Bataan par les Américains, presque tout le poids de l'offensive japonaise est retombé sur nous et sur les Hollandais. La flotte américaine n'a pas encore regagné le contrôle du Pacifique qu'elle avait perdu après Pearl Harbour et, tant que nous sommes en guerre avec l'Allemagne et l'Italie, nous n'avons pas de forces navales suffisantes pour défendre l'océan Indien contre des forces japonaises d'importance.

Avant l'entrée en guerre des Japonais, nos effectifs militaires, aériens et navals, étaient déjà entièrement développés sur les théâtres d'opérations de la mer du Nord, de l'Atlantique et de la Méditerranée. Nous avons concentré toutes nos forces disponibles pour faire face à un nouvel et formidable adversaire.

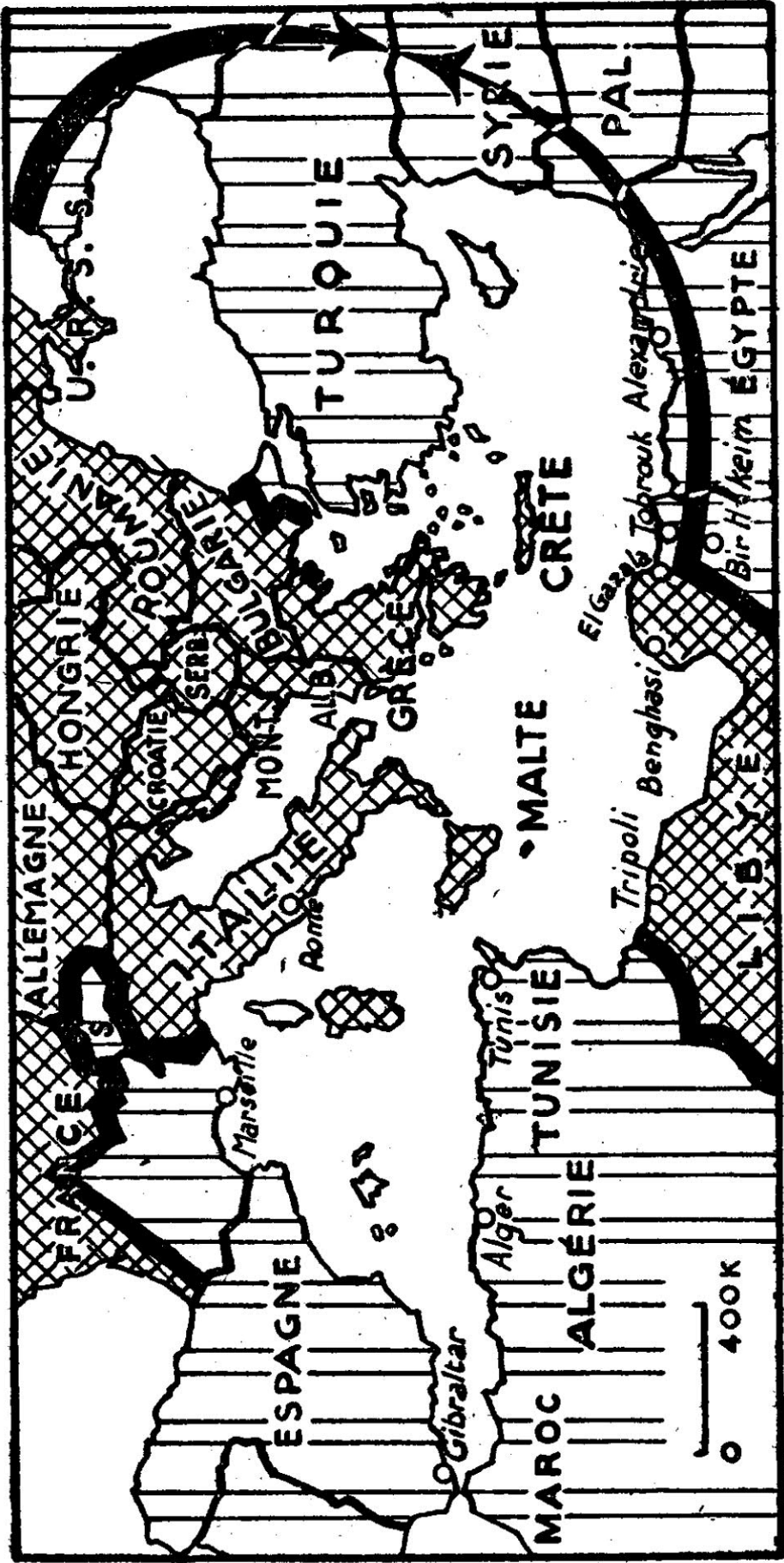
Mais malgré tout ce que nous avons pu faire et malgré les risques que nous avons pris et que nous continuons à prendre, les forces japonaises de terre, de mer et de l'air nous ont dominé et continuent à nous dominer sur le théâtre d'Extrême-Orient. Il faut accepter ces faits si l'on veut comprendre ce qui s'est passé et ce qui va se passer.

Dès le début de notre lutte contre Hitler, j'ai espéré l'entrée en guerre des États-Unis. L'idéal eût été que les États-Unis entrent en guerre et que le Japon s'en abstienne. Mais je n'ai jamais cru que les pertes que pouvait nous infliger le Japon sur notre front d'Extrême-Orient, mal défendu, seraient un prix trop élevé en échange des immenses ressources et de la puissance que nous apporterait une Amérique indissolublement liée à nous et à notre cause.

C'est encore aujourd'hui mon opinion. Mais j'admets franchement que la violence, la furie, l'habileté et la puissance du Japon ont dépassé toutes mes prévisions. Les exploits militaires du Japon en Chine n'avaient pas paru extraordinaires. La Chine avait toujours été un pays faible, divisé et, par tradition, peu guerrier. Nous savions qu'elle était mal armée, mal équipée, surtout en armes modernes. Et pourtant, malgré quatre ans et demi de guerre au cours desquels les Japonais mirent en campagne jusqu'à un million d'hommes à la fois, ils ne purent arriver à soumettre les Chinois. Ceci aurait pu sembler indiquer la conduite à suivre. Les événements vinrent contredire les faits.

Nous ne nous attendions pas non plus à l'éclipse et à la paralysie de la puissance navale américaine dans le Pacifique après le désastre de Pearl Harbour...

Il faut que la Chambre des Communes accepte franchement la situation. Non seulement nous n'avons pu enrayer l'avance des Japonais, mais nous avons été obligés d'atténuer l'offensive que nous conduisions contre l'Allemagne.



Le théâtre d'opérations méditerranéen à la veille de l'offensive allemande de mai 1942 qui visait à l'encerclement de la Méditerranée.

En tout et pour tout, depuis l'entrée en guerre des Japonais et jusqu'à la perte de Singapour, nous avons débarqué en Malaisie ou transporté de l'Inde en Birmanie 70 000 hommes, 300 pièces d'artillerie, un certain nombre de tanks et 350 avions, ces effectifs prélevés, comme je l'ai déjà dit, sur des troupes engagées autre part. En même temps, nous ôtions au front Levant-mer Caspienne l'armée australienne pour l'envoyer au secours des Hollandais aux Indes néerlandaises, ou encore, en partie, pour défendre le continent australien. La résistance courageuse de la Russie a seule, jusqu'à aujourd'hui, rendu possibles ces diversions d'effectifs dangereuses...

Pendant ces journées hasardeuses, une série de malheurs accabla la marine royale. Le 27 septembre, le *Nelson* eut l'avant enfoncé par une torpille et dut être mis six mois en chantier. Le 13 novembre, l'*Ark-Royal* (porte-avions de 22 000 t.) fut coulé par une seule torpille, fait inquiétant pour nos ingénieurs navals. Le 25 novembre, le *Barham* (cuirassé de 31 000 tonnes) se perdit au large des côtes de Libye, à la suite d'un torpillage où 800 hommes périrent. Ici encore, la chance fut contre nous. Le *Prince de Galles* et le *Repulse* arrivaient à Singapour le 2 décembre. Le *Prince de Galles*, cuirassé de 35 000 tonnes, était nouvellement construit. Le *Repulse* jaugeait 32 000 tonnes. Le moment semblait opportun. On espérait que leur présence dans ces eaux découragerait les Japonais et on avait l'intention de les retirer aussitôt. J'ai déjà expliqué que ces deux vaisseaux entreprirent une opération contre des convois japonais dans le golfe de Siam au cours de laquelle ils furent coulés. Le soir du 9 décembre j'avais proposé, pour parer aux lourdes pertes subies par les Américains

à Pearl Harbour, d'envoyer le *Prince de Galles* et le *Repulse* rejoindre la partie de la flotte américaine qui n'avait pas été endommagée pour la soutenir dans le Pacifique. Le lendemain matin, on nous annonçait la perte de ces deux navires. Dès ce moment, nous n'eûmes plus aucun bâtiment moderne de première ligne dans l'océan Indien. Ce qui restait de la flotte américaine à Pearl Harbour fut envoyé aux bases navales de Californie, à 3 000 kilomètres de là. Depuis ce moment, il n'y a pas eu entre San Francisco et Aden, ou Capetown, distantes de l'ordre de 22 000 kilomètres, de flotte capable de soutenir une bataille avec la marine japonaise.

Ces événements ont des rapports avec le départ précipité du *Scharnhorst* et du *Gneisenau* du port de Brest.

J'ai été frappé par l'impression que le passage de ces deux navires dans la Manche a faite sur le peuple anglais. Quant à moi, muni de renseignements précis, je n'ai vu qu'un incident désagréable mais de beaucoup moins d'importance que les événements que je viens de vous raconter. Le nombre des avions lance-torpilles que nous gardions en Angleterre a été réduit pour subvenir aux besoins de l'Égypte. Quant à la marine, nous n'envoyons pas, pour des raisons évidentes, de vaisseaux de première ligne dans les mers étroites. On a pourtant attiré l'attention sur le fait que nous n'avions que six destroyers disponibles pour attaquer les croiseurs allemands. Où étaient nos autres effectifs ? Ils étaient et sont encore dans l'Atlantique pour protéger les convois de vivres et de munitions qui arrivent des États-Unis et sans lesquels nous ne pouvons pas vivre. Si l'invasion devenait à nouveau imminente, nous pourrions rapidement multiplier nos flottilles dans la Manche. Les photographies des ports, bassins et embouchures

de rivières ennemis, prises chaque fois que le temps le permet, nous feraient connaître aussitôt si, comme pendant l'été ou l'automne de 1940, des rassemblements de péniches s'y forment à nouveau. En plus, il ne faut pas oublier qu'en 1940, 150 000 hommes aguerris auraient pu semer la panique en Angleterre. Aujourd'hui, notre armée territoriale et notre Home Guard ont pris une telle ampleur qu'il serait à peu près inutile de tenter une invasion avec moins de 700 000 hommes, six ou sept divisions blindées et des milliers de véhicules. Les énormes mouvements qui seraient le prélude de ce débarquement seraient inévitablement découverts. Par conséquent, nous jugeons que nous avons le droit de nous servir de nos flottilles pour ravitailler l'île, pour escorter les troupes et protéger les convois russes, et nous avons également jugé que nous pouvions envoyer en Afrique une grande partie de nos avions lance-torpilles, après les pertes que nous avons subies en Méditerranée. Nous nous portons garants que nous veillerons au danger d'invasion et que nous saurons y parer. Je ne crois pas que vous aurez à nouveau à faire face aux dangers réels qui nous menaçaient en 1940.

Je vais me permettre une digression pour parler du passage du *Scharnhorst* et du *Gneisenau* dans la Manche. Beaucoup ont vu dans cet incident un événement extraordinaire et une cause d'alarme. Ces deux vaisseaux auraient pu, disait-on, s'échapper vers le Sud et aller en Méditerranée. Ils auraient pu prendre le large et s'attaquer aux navires de commerce de l'Atlantique. Ils auraient encore pu se diriger vers le Nord et rejoindre leurs ports en passant par les eaux norvégiennes. Mais il ne semblait pas possible qu'ils pussent remonter la Manche et passer le détroit.

Je vais vous lire une lettre de l'Amirauté écrite le 2 février, dix jours avant la fuite des deux vaisseaux :

*

À première vue, ce passage paraît hasardeux aux Allemands. Il est probable pourtant que, leurs gros navires n'étant pas efficaces, ils préféreraient faire le passage sous escorte de leurs destroyers et de leurs avions, sachant très bien que nous n'avons pas de gros navires à leur opposer dans la Manche. Il se pourrait donc bien que nous voyions un jour les deux croiseurs, escortés d'un croiseur léger, de cinq grands et de cinq petits destroyers, accompagnés de vingt chasseurs, remonter la Manche. Tout bien considéré, il semble que les navires allemands pourraient procéder avec moins de risques en suivant la côte Est de la Manche, que s'ils essayaient de passer en Norvège par l'Atlantique.

*

J'ai lu ce document parce que je veux que la Chambre se rende compte que les affaires publiques ne sont pas entre les mains d'incapables comme les journaux comiques voudraient le faire croire, et qu'en particulier, l'Amirauté qui est un instrument incomparable dans la sauvegarde de la Grande-Bretagne, malgré les malheurs et les accidents qui nous sont arrivés, mérite notre confiance et notre gratitude. La prévoyance et les soins infinis qu'elle a pris nous ont jusqu'ici préservés du pire et elle mérite notre respect.

La Chambre verra qu'en novembre et en décembre de l'an dernier, nous avons perdu, ou avons pour longtemps hors d'action, sept gros bâtiments, c'est-à-dire

plus d'un tiers de nos cuirassés et de nos gros croiseurs et que ceci est arrivé au moment où nos forces s'étaient étendues pleinement ; au moment où nous devions faire face à un ennemi qui entraît en lice fort et fraîchement armé pendant que notre grand allié était temporairement paralysé en mer. C'est sur cet arrière-plan que je veux brosser un tableau rapide de la tragédie de Singapour.

Le 7 décembre 1941, il y avait à Singapour et en Malaisie environ 60 000 soldats britanniques, australiens et indiens, et immédiatement après la déclaration de guerre nous envoyâmes en Malaisie comme je l'ai déjà dit, de 40 à 50 000 hommes parmi lesquels se trouvaient de nombreux services techniques. Après une longue bataille d'arrière-garde, dans la péninsule malaise, il y avait, selon le chiffre du ministère de la Guerre, environ 100 000 hommes rassemblés dans l'île de Singapour. C'était le matin du 3 février. Dans la nuit du 8 février, 5 000 Japonais environ s'établirent à l'extrémité nord-ouest de l'île. Ils furent bientôt renforcés par 25 000 hommes. Après cinq ou six jours de combat confus, l'armée et la forteresse se rendirent. Les Japonais n'ont pas indiqué le nombre de prisonniers qu'ils ont pris, mais il ne semble pas qu'il y ait eu beaucoup de pertes. Cet épisode et les événements qui y conduisent ne semblent pas en harmonie avec les autres événements de cette guerre. On a donné plusieurs explications : l'absence d'avions due à l'occupation des terrains d'atterrissage par l'ennemi ; les effets décourageants d'une longue retraite ; l'influence énervante du climat sur les Européens ; le fait aussi que les troupes de renfort avaient longtemps séjourné à bord des bateaux et, principalement, les difficultés de la défense causée par le mélange des troupes avec une population de plus

d'un million d'hommes de toutes les races et de toutes les conditions. Je ne m'étonne pas qu'on ait demandé que la Commission royale fasse une enquête, non seulement de ce qui conduisit directement à l'agonie de Singapour, mais aussi des plans qui avaient été faits auparavant. Je suis convaincu que cette enquête ne vaudrait rien pour le pays et qu'elle ralentirait nos progrès...

Nous aussi, nous avons à faire face à tant de difficultés qu'il ne serait pas possible d'ajouter ce fardeau à celui que nous portons déjà. Je demande donc à la Chambre de soutenir le Gouvernement. Ce n'est pas mon désir de protéger ni des individus ni l'administration. C'est dans l'intérêt de l'État et pour la bonne conduite de la guerre.

La chute prématurée de Singapour détermina les échecs de la résistance à Java et à Sumatra.

Mais cela devait arriver de toute manière, compte tenu de la décisive supériorité japonaise en nombre et en organisation. Qu'est-il arrivé en Birmanie ? Près de deux divisions de troupes indiennes et birmanes, avec quelques rares bataillons britanniques ont, pendant plus de deux mois, réussi à retarder la puissante avance japonaise vers le nord. À l'ouest du fleuve Sittang, ces troupes ont été renforcées par une brigade de tanks enlevée au commandement du général Auchinleck (commandant en chef des Armées de Lybie) et par d'autres renforts britanniques.

Les restes de cette armée — qui, ensemble, équivalaient à peu près à trois divisions — furent rejetés sur Rangoon et y furent encerclés. À ce moment, le général Alexander arriva de Londres par avion et infusa une nouvelle vigueur aux troupes lasses et soumises à la supériorité numérique de l'ennemi.

Ayant très soigneusement détruit les aménagements de la ville et du port, le général Alexander se tailla un chemin vers le Nord, avec toutes ses forces, et tous ses transports, ceci après de durs combats.

Pendant ce temps, un certain nombre de divisions chinoises qui se dirigeaient lentement vers le Sud vinrent graduellement se mettre en ligne sur notre flanc oriental. Ces divisions chinoises sont seulement de la force d'une brigade anglaise (en France, à peu près 4 à 5 bataillons d'infanterie et 2 à 3 groupes d'artillerie) mais elles semblent très capables de combattre les Japonais avec constance et courage.

Un long front, ténu, fut établi en diagonale face au Sud et ce front se déplace lentement vers le Nord, vers Mandalay et Lashio. Les Japonais sont grandement aidés par les Birmans déloyaux et des contingents mixtes, siamois et birmans, qui combattent à leurs côtés.

Les forces impériales britanniques sont à cheval entre Irrawaddy et la grande route de Birmanie qui part de Rangoon.

Ces forces sont en infériorité numérique par rapport aux Japonais qui reçoivent régulièrement des renforts par Rangoon.

Le général Wawell a reçu aux Indes tous les avions que nous pouvions transporter et faire piloter, ceci au détriment temporaire des opérations de Lybie conduites par le général Auchinleck. Les États-Unis de leur côté envoient de puissants renforts aériens, à la fois en Chine et aux Indes. Mais tout cela prend du temps ; les aérodromes dont nous disposions en Birmanie étaient insuffisants et insuffisamment protégés. Aussi l'aviation britannique n'a pu s'y maintenir et des renforts successifs ont été balayés par l'ennemi. Certains même

l'ont été sur le terrain, alors qu'ils venaient d'arriver. Le général Wawell a aussi à prendre en considération la défense de la partie Nord-Est de l'Inde, qui peut être gravement menacée à tout instant. Il n'est donc pas, pour le moment, en mesure de se dégarnir et ne doit pas éparpiller ses ressources afin de maintenir les lignes d'approvisionnement et de renfort en face de la supériorité japonaise. Sinon, à quoi bon jeter des boules de neige dans un four pour en diminuer la température. Des efforts ont été faits pour rééquiper le corps des volontaires américains combattant avec les Chinois sous les ordres du général américain Stillwell. Cet officier supérieur s'est montré un excellent soldat en même temps qu'un bon camarade et il a établi des relations des plus étroites avec le général Alexander.

À l'heure actuelle il n'existe qu'un faible appui aérien pour nos troupes et pour les Chinois. Et le généralissime Tchiang Kai Chek s'en est plaint auprès de moi. Le soutien aérien qui lui avait été promis ne s'est pas manifesté lorsqu'il a ordonné à ses divisions de se mettre en route vers le Sud pour se rendre en Birmanie. Mandalay et d'autres villes ont été l'objet de raids aériens très sévères avec de lourdes pertes. Un énorme afflux de réfugiés se dirige, au Nord vers la Chine, ou à l'Ouest dans l'espoir d'atteindre les Indes par des routes extrêmement primitives et à demi construites. Le typhus et le choléra ont fait leur apparition derrière notre front, constamment harcelé par la trahison et l'infiltration de l'ennemi. Un destin tragique menace la masse des réfugiés rassemblée au nord de Mandalay. Au milieu de ces scènes indescriptibles de misère et de ruines, le gouverneur général de la Birmanie, que nous avons tous si bien connu à cette chambre, comme ministre

de l'Agriculture, il y a deux ans et sa femme si dévouée ont été une source de courage et d'exemples.

L'avance de l'ennemi a été grandement ralentie par les mesures prises par le général Alexander et son collègue américain ainsi que par la très brave conduite des troupes britanniques, indiennes et chinoises encore sur le front. Cependant nos troupes impériales sont réduites à de très faibles proportions. Il est impossible de leur envoyer des renforts par la mer. Les Japonais tiennent en mains tout le golfe du Bengale et seules, quelques poignées d'hommes et un peu de matériel peuvent les atteindre par les routes de montagne et les pistes qui partent d'Assam. Le général Wawell a le devoir de distribuer ses ressources au mieux et nous lui envoyons tout ce que nous pouvons, compte tenu de nos autres responsabilités, qui sont nombreuses.

Je ne peux encourager la Chambre à attendre de bonnes nouvelles du théâtre d'opérations de Birmanie. Le mieux qu'on puisse espérer est que la retraite sera aussi lente que possible pour donner du temps à d'autres facteurs de faire sentir leur poids.

Maintenant nous pouvons considérer ce que doit être vraisemblablement la stratégie des Japonais. Autant que nous sachions, les Japonais ont 72 divisions, sur le pied de guerre, plus quelques brigades supplémentaires et une masse de soldats entraînés qui n'est certainement pas inférieure à deux millions d'hommes, à ajouter aux unités précitées. De ces 72 divisions, 27 se trouvent dans la région A B D A, Birmanie comprise ; 15 sont en Chine ; 20 sont face à la Russie en Mandchourie et il n'en reste que 10 au Japon. L'armée japonaise, dans la région A B D A, menace simultanément l'Australie, l'Inde et, par la Birmanie, la Chine. Les Japonais ont

acquis toute la Malaisie, les Philippines et les Indes néerlandaises. Ils ont détruit ou capturé les divisions suivantes : Britanniques et Indiennes 6, Hollandaises 3, Américaines 2, Philippines 3 ou 4. Total 14 ou 15. Ils peuvent avoir perdu 100 000 morts et blessés mais pas une de leurs formations divisionnaires n'a été détruite et je ne doute pas qu'ils puissent aisément remplacer toutes leurs pertes. Ils ne font preuve d'aucune infériorité lorsqu'ils sont à pied-d'œuvre. Les armées, la marine et l'aviation japonaises travaillent en étroite et harmonieuse coopération, étant absolument au point après leurs nombreuses années de préparation. Pour eux, le culte de la guerre est un art et un devoir suprême. Leurs plans sont à jour grâce à une information complète et une étude approfondie des victoires allemandes en Europe. Ces forces japonaises se sont installées en un peu plus de quatre mois dans la totalité de ces vastes régions, qu'ils appellent leur sphère de coprosperité asiatique, de Luzon à Rangoon et des confins septentrionaux de l'Australie aux limites méridionales de la Chine. Dans cette vaste étendue, ils ont des forces largement supérieures à toutes celles que nous pourrions amener d'ici longtemps. Sans aucun doute ils se sont étirés et se sont étendus sur une grande échelle mais ils ont consolidé leurs positions en employant à fond leurs ressources économisées par leurs conquêtes.

Où se dirigeront-ils ? Où frapperont-ils leur prochain coup ? L'Australie craint naturellement une invasion immédiate et les États-Unis, qui ont accepté la responsabilité de défendre tout ce qui se trouve à l'Est d'une ligne tirée à l'Ouest de l'Australie, ont envoyé et envoient continuellement de gros renforts.

Nous avons ramené en Australie une grande partie des Forces impériales australiennes en provenance du Proche-Orient. Nous ne voyons pas ici quels grands avantages auraient les Japonais à envahir l'Australie par la force. En le faisant ils s'exposeraient à une campagne formidable, à une grande distance de chez eux, avec une puissance navale américaine qui reprend sa force, opérant sur leurs lignes de communications. Il n'y a pas de doute que les Japonais feront tout pour menacer et alarmer l'Australie, pour établir des bases et des points d'appui dans la partie septentrionale de l'Australie afin de fixer le plus possible de forces alliées sur ce continent. Nous avons fait et nous continuerons de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour soutenir nos cousins d'Australie.

J'ai pu aussi obtenir du Président Roosevelt un renforcement des troupes américaines pour la Nouvelle-Zélande, dont l'attitude et le moral ont été admirables. Mais ni la Grande-Bretagne ni les États-Unis ne doivent être contraints d'immobiliser en Australie un nombre indu de troupes qu'ils peuvent avoir à transporter par mer d'ici un temps donné.

D'autre part, les Nippons peuvent envahir l'Inde. La chose n'est pas douteuse, et s'ils choisissent de concentrer leurs efforts, ils peuvent envahir et submerger une grande partie de l'Inde, prendre Calcutta et Madras, et faire certainement des raids aériens très cruels sur les villes sans défense. Les Japonais ne nous ont pas fait part de leurs projets, aussi ne puis-je faire que des hypothèses, que je fais sous toutes réserves, connaissant bien la faillibilité des prévisions humaines dans le brouillard de la guerre. Cependant, en regardant les choses de leur point de vue, leur meilleur plan serait

de pousser tout droit vers le Nord, de la Birmanie à la Chine, et essayer d'en finir avec la résistance chinoise et le Grand Chef chinois Tchang Kai Check. Nous n'avons remarqué dernièrement aucun mouvement japonais qui soit contraire à cette idée mais il en est plusieurs qui semblent la confirmer. Il est certain qu'en mettant la Chine hors de combat et en installant peut-être un autre gouvernement fantoche (qui serait son allié), le Japon servirait grandement ses propres intérêts. La Chine est la seule région où le Japon puisse obtenir une grande décision en 1942. De plus, permettez-moi de souligner que cette manœuvre, si elle réussit, serait pour le Japon un mouvement de contraction et non pas une nouvelle expansion qui pourrait être excessive. Cette manœuvre coïnciderait avec une attaque japonaise sur la Russie, attaque pour laquelle de nombreux préparatifs ont été faits. Naturellement, cette appréciation peut être fausse, mais c'est celle qui semble le plus dans l'intérêt de l'ennemi et on a donc tout lieu de la craindre.

Avant de quitter les opérations d'Extrême-Orient, avec leur sombre panorama de ruines actuelles et à venir, je vais traiter de la situation aérienne et navale en ce qu'elle affecte les opérations navales de l'océan Indien et du golfe du Bengale.

La surprise de Pearl Harbour mit la flotte américaine du Pacifique — de laquelle tout dépendait — hors de service pour un temps et quoique les pertes aient été largement compensées, la flotte américaine resta séparée de l'ennemi par les vastes distances du Pacifique. Elle s'occupait principalement de maintenir les communications avec les côtes de l'Australie le long desquelles passent des forces considérables.

La flotte japonaise est au centre de la scène et, comme l'Armée japonaise, elle peut frapper dans toutes les directions. Notre flotte orientale, dans l'océan Indien, ne peut dire avec certitude quelle sera la taille ou la force des navires japonais qui sortiront de l'archipel malais, soit par le détroit de Malacca, soit par le détroit de la Sonde. Nous ne pouvons dire si les Japonais sont préoccupés par la flotte américaine et si cela les contraint à garder le gros de leurs forces navales dans leurs eaux territoriales ou dans le Pacifique oriental. Nous ne savons pas si les Japonais recherchent le combat avec n'importe quelle force navale américaine opérant dans les îles océaniques. Évidemment si le gros de la Marine japonaise sort dans l'océan Indien, nous serons incapables de combattre l'action de cette flotte, avec toutes les autres tâches que nous avons à accomplir.

D'autre part, au fur et à mesure que les Nippons seront contraints de faire face, dans le Pacifique, à la renaissance de la flotte américaine, notre contrôle de l'océan Indien s'améliorera. Évidemment il ne faut pas que nous soyons, dans l'intervalle, amenés au combat et battus.

Il est certain qu'actuellement les Japonais ont une liberté de mouvement dans les deux océans avec une force largement supérieure à la nôtre. Ceci oblige l'Amirauté et le Commandant en chef de notre flotte d'Orient à faire face aux problèmes les plus difficiles, problèmes qu'il ne sera possible de résoudre avec succès que d'ici plusieurs mois.

Après l'annihilation virtuelle des forces légères britanniques, hollandaises et américaines dans les eaux de Java et la perte de Singapour, Java, et Sumatra, nous avons naturellement considéré Ceylan comme une position-clé qu'il fallait tenir.

Cela ne pouvait se faire sans une aviation basée dans l'île et une grande artillerie anti-aérienne. Nos ressources étaient limitées et, comme je l'ai dit, il y avait beaucoup de parties prenantes. Cependant, négligeant un grand nombre d'autres besoins, nous nous arrangeâmes pour donner une protection considérable à Colombo et à Trincomalé. Nous plaçâmes à Ceylan des troupes suffisantes pour faire face à une armée d'invasion, même considérable. Pendant tout le mois de mars nous fûmes anxieux au sujet de Ceylan à cause de la faiblesse de notre position là-bas. Mais fin mars nous commençâmes à nous sentir rassurés et ce sentiment persiste jusqu'à présent.

Dans les derniers jours de mars, l'amiral Somerville, qui commande notre flotte d'Orient et qui, comme je l'ai dit, sort de deux années de combats presque continuels en Méditerranée et qui y a conduit au moins vingt opérations extrêmement délicates et hasardeuses, l'amiral Somerville donc, qui est peut-être avec l'amiral Cunningham, l'homme le plus familiarisé avec l'attaque aérienne moderne des navires de guerre, eut l'impression, d'après les bribes d'informations qu'il avait pu recueillir, qu'une incursion japonaise dans le golfe du Bengale était probable. Opération soutenue par un certain nombre de porte-avions, appuyés de trois croiseurs lourds du type *Kongo*. Ce sont là des vieux croiseurs de bataille modernisés comme tous les autres bâtiments de la marine japonaise (nous autres, bien sûr, nous n'avions modernisé que quelques-uns des nôtres) et qui portent des canons de 14 pouces (340 millimètres).

Je ne vais naturellement pas vous dire quelle est, quelle fut ou quelle sera notre force navale dans ces eaux, mais j'irai jusqu'à dire que nous aurions été heureux de combattre une escadre de cette taille. En conséquence

l'amiral Somerville prit position au Sud-Est de Ceylan où il espérait rencontrer l'ennemi et nos appareils Catalina firent des reconnaissances à longue distance. Mais l'ennemi ne se montra pas et il devint nécessaire que la flotte fasse son plein de combustible.

L'amiral conclut que le renseignement qui l'avait conduit à attendre une avance de la flotte japonaise dans l'océan Indien était inexact.

Notre flotte reprit ses missions ordinaires. L'un de ses deux croiseurs aux canons de 200, le *Cornwall*, était nécessaire pour escorter un convoi australien et l'autre avait besoin de subir certaines réparations. L'amiral les envoya tous deux à Colombo. L'*Hermes*, un de nos plus vieux porte-avions, avait aussi une mission à accomplir : aller chercher du matériel à Trincomalé.

Dès que l'amiral eut dispersé son escadre, ce qu'il n'attendait plus se produisit. Il reçut l'annonce qu'une grande flotte japonaise faisait route cap au Nord-Ouest, vers Ceylan.

L'avion « Catalina » de reconnaissance, qui donna l'alerte, fut abattu avant même qu'il eût pu décrire la composition de la flotte ennemie. Immédiatement, l'amiral Somerville ordonna à ses navires de se rassembler. Il s'attendait à rencontrer les trois croiseurs nippons et peut-être deux porte-avions accompagnés de petits bâtiments et quoiqu'il se rendît compte qu'il ne pouvait les intercepter avant qu'ils attaquent Colombo, il eut l'espoir de les forcer au combat soit qu'ils viennent à s'attarder en route, soit que l'un d'entre eux soit avarié par la contre-attaque de nos bombardiers basés dans l'île. De ce fait, l'amiral fixa un rendez-vous à ses navires, ordonna au *Dorsetshire* et au *Cornwall* de sortir du port de Colombo et de le rejoindre. Quant à l'*Hermes*,

il devait sortir de Trincomalé, prendre le large et rester en dehors du trajet des Japonais.

L'Amirauté n'intervint aucunement dans ces dispositions. Lorsqu'elle met un de ses meilleurs amiraux à la tête d'une flotte et lui donne la responsabilité d'un théâtre d'opérations navales, elle n'est pas sur son dos avec une verge. Et ce n'est que très rarement, lorsque Londres possède des renseignements exceptionnels, que l'Amirauté dicte au chef qui est sur place. Si l'Amirauté le faisait trop souvent, l'initiative et la responsabilité des amiraux en mer seraient détruites.

Une telle habitude, acquise seulement depuis l'usage de la T.S.F., serait entièrement contraire aux traditions de la Marine Royale. Mais, naturellement, si la Chambre le pense, elle peut me blâmer pour tout ce qui ne va pas.

À l'aube du 5 avril, donc, l'aviation japonaise attaqua Colombo. Tout était prêt pour la recevoir. Le port était largement dégarni de navires. Le *Cornwall* et le *Dorsetshire* étaient comme l'amiral l'avait pensé, en sûreté, en haute mer. Les précautions en cas de raid furent bien appliquées, nos chasseurs avaient pris l'air et l'ennemi fut battu avec une perte probable des deux tiers des appareils attaquants. Par contre nos « Blenheims » destinés à couler les porte-avions ennemis revinrent sans les avoir trouvés. Mais tard dans la journée un avion de reconnaissance japonais aperçut le *Cornwall* et le *Dorsetshire* qui faisaient route vers le gros de la flotte de Somerville. Ces deux navires furent coulés en un quart d'heure par 40 ou 60 avions ne portant qu'une grosse bombe chacun. Les trois quarts des équipages furent cependant sauvés.

C'est là un autre exemple de la formidable qualité de l'aviation navale japonaise. Nos croiseurs ont, en de nombreuses occasions, été exposés à des attaques

prolongées des aviations allemande et italienne. Bien qu'ils fussent souvent endommagés ils ont rarement été coulés.

Le fait que les Japonais malgré leurs lourdes pertes du matin, aient pu utiliser un si grand nombre d'avions pour attaquer les croiseurs rend évident qu'ils avaient utilisé plus de porte-avions qu'on ne le croyait. En fait on constata qu'ils n'en avaient pas moins de cinq. Dans ces circonstances, il aurait été dangereux d'engager une action navale et l'amiral Somerville, avec l'entière approbation de l'Amirauté, se retira dans les vastes espaces de l'océan Indien. Le chemin était maintenant ouvert pour une invasion aéroportée japonaise de Ceylan. Cependant, elle ne se produisit pas. Au lieu de cela, les Japonais lancèrent un raid sur Trincomalé où ils furent, là encore, sévèrement repoussés. Ils surprirent l'*Hermès*, qui avait reçu l'ordre d'évacuer le port, et infligèrent de très lourdes pertes (près de 100 000 tonnes) à notre marine marchande du golfe du Bengale.

Il semble maintenant que l'ennemi se soit retiré, pour redoter ses porte-avions, après ses lourdes pertes, et que cette incursion dans le golfe du Bengale était un sondage et une démonstration avec l'idée de provoquer à Colombo une surprise analogue à celle de Pearl Harbour.

Je ne puis dire à la Chambre ce que nous faisons pour faire face à cette situation dangereuse. Je peux parler du passé mais même en séance secrète je ne peux parler du présent et de l'avenir. Mais on ne doit pas affirmer que nous ne faisons rien. Au contraire nous espérons devenir plus forts dans l'océan Indien que nous ne l'avons été jusqu'ici. Un fait déplaisant demeure : l'ennemi commande effectivement le golfe du Bengale,

Ceylan est son objectif, mais c'est là que nous sommes le mieux préparés.

Je vais maintenant abandonner le sujet de la « guerre mineure », car c'est ainsi que je veux nommer le conflit qui nous oppose au Japon, pour aborder le sujet de la « guerre majeure », la lutte contre l'Allemagne et l'Italie.

Et je vais en premier lieu aborder la question la plus sérieuse, celle des pertes énormes qui nous ont été infligées par les sous-marins sur la côte occidentale américaine. En 60 jours, nos pertes dans ces parages ont été plus élevées que celles que nous avons subies dans le monde entier pendant les cinq derniers mois de la bataille de l'Atlantique, c'est-à-dire avant l'entrée en guerre de l'Amérique. Les pertes des bateaux-citernes ont été particulièrement lourdes, si lourdes que nous avons été obligés de retirer nos bateaux. Nos réserves de pétrole sont amples mais il nous faut renforcer une économie rigoureuse.

Nous avons tout fait pour aider les Américains à établir un système de convois qui fonctionnera incessamment. Sur leur demande, nous avons envoyé aux États-Unis des officiers habitués à la guerre anti-sous-marine. Nous avons aussi envoyé plus de 30 corvettes et autres bateaux anti-sous-marins. Les chiffres des pertes sur la côte américaine pour les deux derniers mois ajoutés à ceux de nos pertes dans l'océan Indien forment un total effrayant, comparable aux pires moments de la dernière guerre, aussi bien que de celle-ci. D'un autre côté, il ne faut pas oublier que les États-Unis ont contribué pour plus de 9 000 000 de tonnes à la flotte de commerce alliée, de sorte que le tonnage à la disposition des alliés est beaucoup plus important que l'an dernier à la même époque. En même temps, l'effort

qu'on demande de faire à nos flottes est plus grand. De plus, je suis convaincu que les contre-mesures qui ont été prises auront plein succès et que les pertes seront bientôt considérablement réduites.

Je tiens à répéter pourtant que nos pertes et la multiplication des sous-marins allemands m'inquiètent au plus haut degré. Ce ne sera que quand les États-Unis auront pu fournir un excédent de tonnage que toute la force dont cette grande république est capable pourra se faire sentir pleinement. Seules, les flottes marchandes prêteront aux États-Unis, aussi bien qu'à nous, un pouvoir efficace sur les théâtres de l'Ouest ou de l'Extrême-Orient.

Beaucoup de gens parlent légèrement de transporter des armées de-ci de-là. Ils ne se rendent pas compte de la difficulté rencontrée quand il s'agit de trouver des bateaux suffisamment rapides pour transporter des troupes, ni des limites que le temps et le nombre nous imposent. Néanmoins, depuis le début de la guerre, nous avons envoyé, d'ici ou du Moyen-Orient, plus de 300 000 hommes contre le Japon et il y en a 100 000 autres en mer à l'heure actuelle. Ces grands convois ont bravé mines et sous-marins sans pertes appréciables.

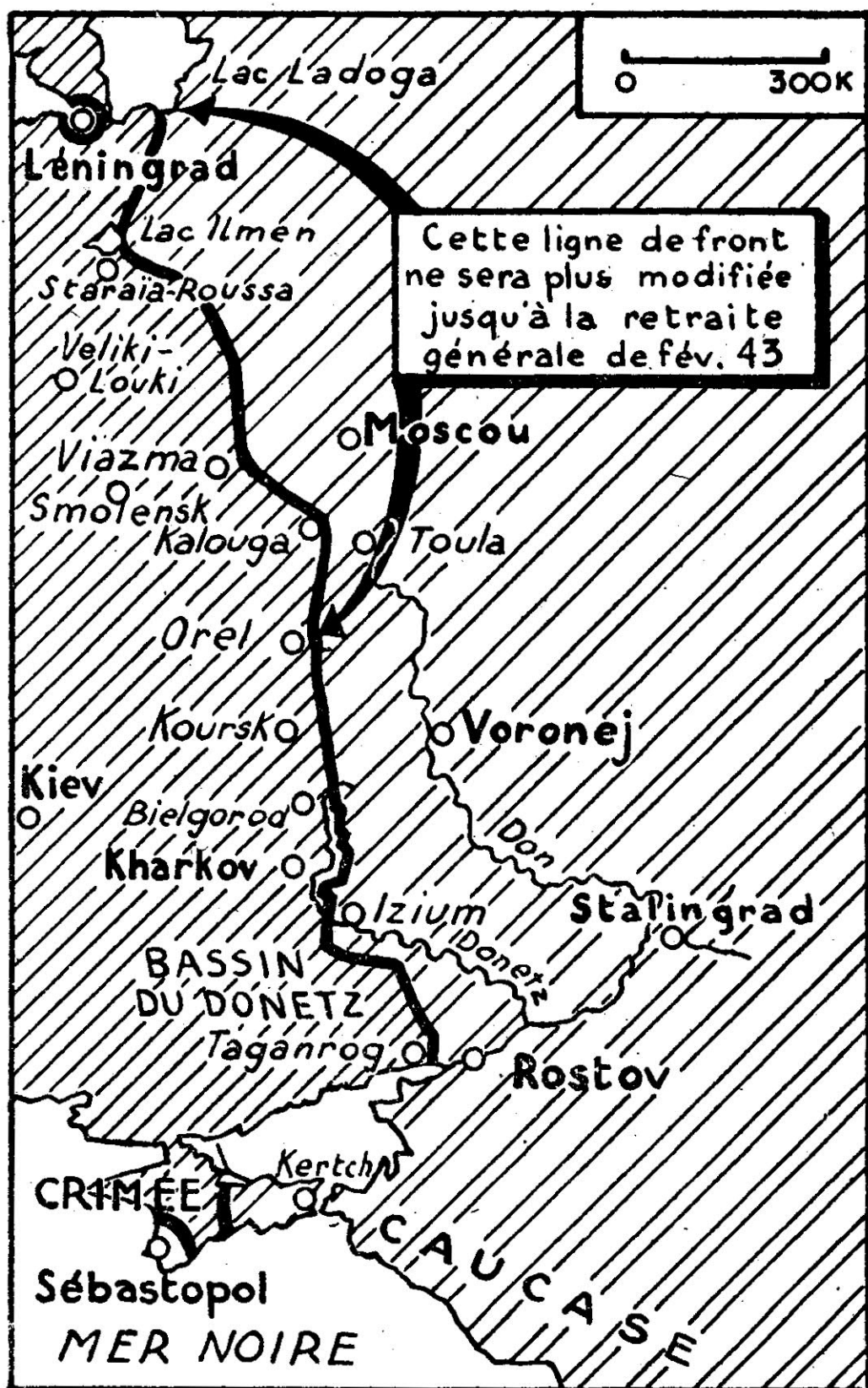
C'est là un prodige d'habileté et d'organisation de la part de ceux qui en ont pris l'initiative.

Si vous ajoutez aux forces aériennes qui s'opposent à nous dans la Méditerranée, celles de la Manche et de la mer du Nord, ainsi que celles qui restent en territoire allemand pour le défendre contre nos bombardiers, nous tenons occupés deux tiers des chasseurs allemands et plus d'un tiers de leurs bombardiers. Nous forçons en même temps plus de 1 000 gros avions italiens à rester en Méditerranée. Il est évident que nous apportons par là

une aide importante à la Russie. Dans la Manche, aussi bien que dans les combats de l'île de Malte, l'ennemi a subi des pertes plus lourdes que nous. Il est dans notre intérêt d'attaquer l'ennemi partout où nous pouvons le trouver, *de le faire saigner et dépenser ses forces sur des fronts aussi étendus que possible* et il est à notre avantage de perdre appareil pour appareil. Mais nous avons fait bien mieux que ça. Chaque jour la bataille de l'île de Malte, si dure soit-elle pour ses habitants et défenseurs, aide notre effort de guerre et aide nos alliés russes. Il est possible que les forces allemandes qui attaquent l'île de Malte soient obligées d'aller joindre l'offensive contre la Russie méridionale. Si tel est le cas, nous aurons dépassé la crête. En attendant, la bataille de l'île de Malte reste très dure. Il est trop tôt pour savoir comment elle finira. Mais nous suivons avec admiration cette lutte héroïque.

On ne peut m'accuser d'enjoliver les faits. J'ai cru, en effet, que les membres de la Chambre des Communes voudraient que je leur montre les côtés sombres de la situation. Mais je n'aurais pas osé le faire si l'espoir que nous sortirions victorieux n'était chez moi, à l'heure actuelle, plus fort que jamais. Je vais vous indiquer les raisons qui me donnent cette confiance.

Si nous sommes anxieux quant aux questions maritimes, nos ennemis le sont bien davantage en ce qui concerne l'aviation. Le gigantesque programme américain de constructions navales, si on y ajoute notre contribution comparativement modeste de 1 200 000 tonnes par an, fera en 1943 pencher la balance du bon côté, même en comptant un demi-million de tonnes de pertes par mois. Nous serons très serrés cette année.



*Ligne de front et territoires occupés par les Allemands
(en hachures) à la fin avril 1942.*

L'année prochaine, la situation sera nettement meilleure. *D'un autre côté, la puissance aérienne de l'Axe, sur laquelle l'ennemi a si largement compté et qui lui a valu un si grand nombre de ses succès, succombera certainement dans cette course.* Les récentes estimations de la production aérienne américaine, qui paraissaient exorbitantes, ont été non seulement atteintes mais dépassées. Il a été calculé qu'en juillet 1942 la production anglaise, américaine et russe sera près de trois fois supérieure à celle de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon. Naturellement, il faudra plusieurs mois pour que les répercussions d'une pareille impulsion se fassent sentir sur les différents fronts. Car c'est alors qu'apparaissent les difficultés de transport. Il faudra de six à neuf mois pour que se manifeste une prépondérance marquée de notre puissance aérienne. À l'heure actuelle, nous avons plus de pilotes que d'appareils ; pourtant, nous n'avons en aucune façon l'intention de ralentir l'entraînement des hommes. Bien au contraire, nous l'accentuons, car bientôt — en fait, nous espérons en automne — le nombre des avions sera suffisant pour employer les nombreux pilotes qui se trouvent en ce moment à l'entraînement...

Les îles et les bases que les Japonais ont facilement conquises finiront par leur peser lourdement. Tout ceci a été soigneusement pesé et calculé et de nombreuses entreprises sont sur pied. Les porte-avions que l'on construit ou transforme ne se comptent pas par douzaines mais par vingtaines. Il est fort possible que d'ici la fin de cet été les villes japonaises apprennent ce que c'est qu'une attaque aérienne ; celle du dimanche matin, raid effectué par les pilotes de Doolittle, n'est qu'un prélude. Que personne ne prononce, ne serait-ce qu'un seul mot de critique à l'égard de l'effort de guerre des États-Unis. Car nos vies dépendent de son application pratique.

C'est en Europe que se produira le premier choc important. Tout tend à prouver, en effet, que peut-être même avant la fin du mois de mai, Hitler lancera une nouvelle offensive contre la Russie ; cette poussée se fera vraisemblablement en direction du Caucase et de la mer Caspienne. Nous ignorons l'ampleur des réserves dont disposent les Russes. On a toujours sous-estimé leur puissance. Ils gardent bien leurs secrets, aussi bien à l'égard de leurs ennemis qu'à l'égard de leurs amis. Ce nouvel assaut allemand commencera cette année, peut-être un peu plus tôt et certainement plus à l'Est que l'année dernière. Cette fois-ci les Russes ne seront pas pris au dépourvu. Pendant l'hiver, les Russes ont infligé de terribles coups, non seulement à la puissance militaire allemande, mais aussi à l'existence même du régime nazi.

C'est une Allemagne farouche, armée de toute sa puissance et de toute son organisation que Hitler lance dans cette nouvelle campagne féroce et sanguinaire contre la Russie. Derrière elle, se cache une Europe que tordent la haine et la soif de révolte. Que pouvons-nous faire pour aider la Russie ? Nous ferons tout pour cela. Si le sacrifice de milliers de vies britanniques devait faire pencher la balance, nos concitoyens n'hésiteraient pas un seul instant. Actuellement nous pouvons faire deux choses, d'abord fournir des munitions dans toute la mesure où notre flotte le permet. Jusqu'à présent, nous avons rempli tous les importants engagements que nous avons pris vis-à-vis de Staline. Il n'est pas question pour nous de nous départir de ce dont nous avons besoin, mais de nous exécuter avec ponctualité et en toute sécurité.

Nos convois destinés à la Russie ont une tâche pleine de difficultés et de hasards. Pendant les quelques

semaines qui vont venir les glaces dériveront de plus en plus vers le Sud et le passage entre les icebergs et le Cap Nord se rétrécira. Et nous avons à convoier, non seulement nos propres envois, mais aussi ceux des États-Unis lesquels pour une large part sont prélevés sur ceux qui nous étaient destinés. Nos navires et leurs escortes, les plus puissantes que nous ayons jamais employées, ont donc à lutter contre les glaces dérivantes, les U-Boot qui infestent la côte norvégienne et également contre une aviation puissante qui attaque sans trêve.

De plus, le *Tirpitz*, le *Scheer* et le *Hipper* se trouvent dans le fjord de Trondheim. Chaque convoi anglo-américain est susceptible d'être attaqué par ces navires allemands, rapides, puissants et modernes. Une escorte de croiseurs doit être fournie à chaque convoi. L'ennemi a de grandes occasions d'infliger à notre flotte des pertes capitales, en attaquant nos convois et en établissant des pièges de sous-marins. Nos grands navires, si peu nombreux et si précieux (il n'y en a qu'un là où il y en avait huit à l'autre guerre) courent de sérieux risques chaque fois qu'une mission doit être accomplie dans le Nord. À tout moment, l'Amirauté ou même le ministre de la Défense Nationale (Churchill) peut avoir à vous rendre compte de pertes de navires dont la construction a demandé cinq années de travail. Je ne puis en dire plus sur nos dispositions navales mais j'ajouterai que les États-Unis sont avec nous dans cette entreprise.

L'effort à fournir est gigantesque, les périls incessants mais s'il est au pouvoir des hommes de mener à bien cette mission, nous la mènerons à bien. Et tous nos tanks, nos avions, nos fournitures essentielles viendront s'ajouter à ceux de notre héroïque alliée pour soutenir sa lutte sublime.

Notre aide immédiate peut se manifester d'une autre façon. Tandis que les armées allemandes subiront des pertes sanglantes à l'Est sur un front de 3 200 kilomètres, nous les poursuivrons sur le sol même de leur pays. L'offensive des bombardiers britanniques sur territoire allemand a commencé. Six villes allemandes ont déjà reçu autant de bombes que Coventry. Trente autres villes, ou davantage, sont déjà sur la liste. Nous avons perfectionné les méthodes de repérage de nuit des objectifs et des régions habitées. On compte maintenant deux fois moins de bombes ayant manqué leur but... Des opérations effectuées de jour au cœur même de l'Allemagne et qui permettent de frapper avec une précision redoutable les points névralgiques de l'industrie, comme cet immortel fait d'armes de vendredi dernier, il s'agit du raid sur Augsburg en Bavière, le plus long raid de jour jusqu'à cette époque, (23-4-42), seront lancées contre l'ennemi. Dans un délai très court, de grandes formations américaines vont être installées ici, en Angleterre, elles travailleront à nos côtés.

Cet été, l'automne prochain et même l'hiver prochain, l'Allemagne apprendra ce que peuvent être les bombardements d'une précision scientifique, menés sur une échelle et à un rythme qu'aucune nation maltraitée par elle n'a encore connus.

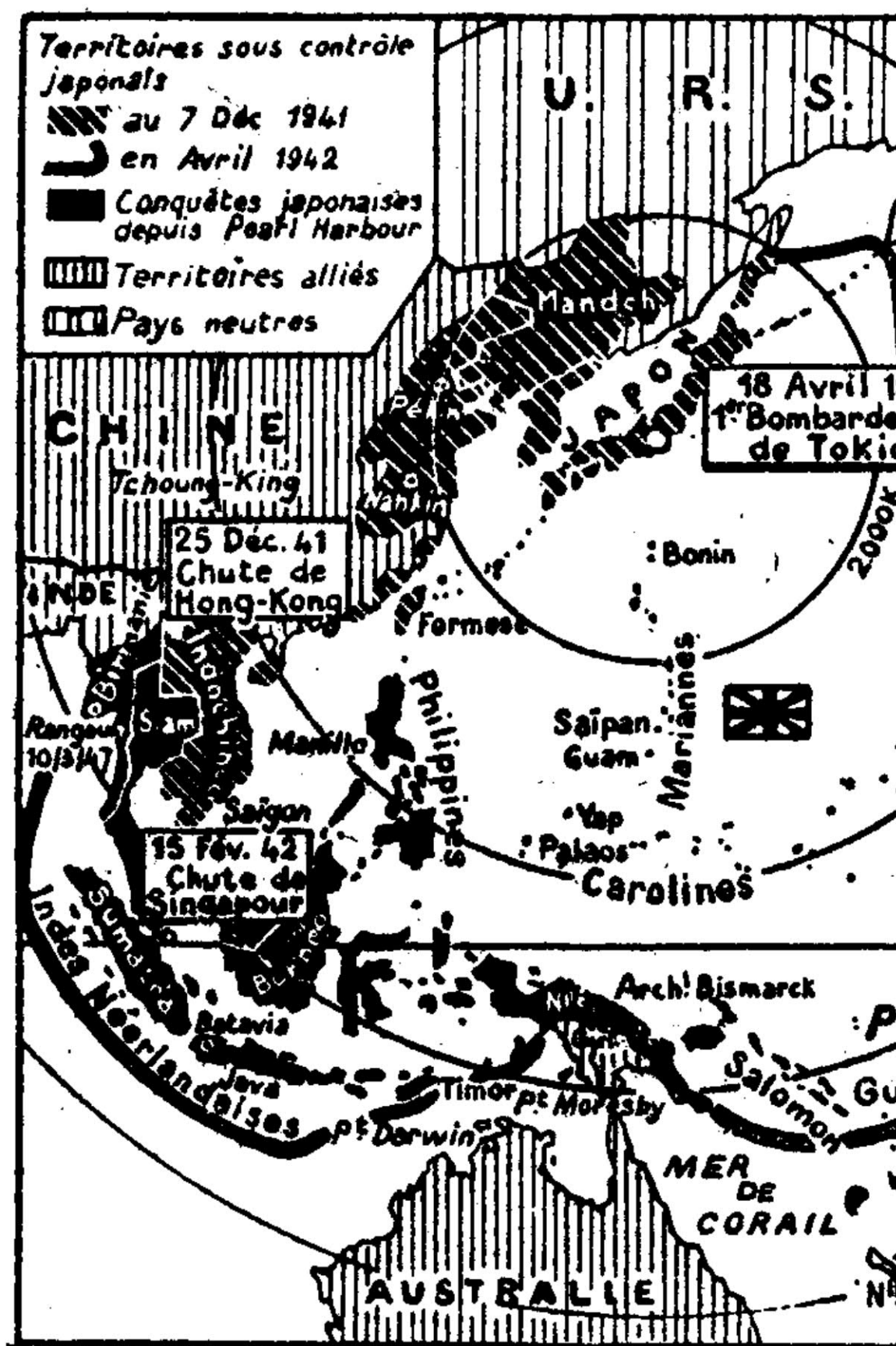
Quand je suis allé aux États-Unis en décembre dernier, je proposai au Président la préparation d'une invasion anglo-américaine de l'Europe occupée pour libérer les peuples soumis à l'esclavage et pour détruire le nazisme.

Nous ne gagnerons pas la guerre en refoulant les Japonais à l'intérieur de leurs frontières et en battant leurs forces d'outre-mer. Elle ne se terminera que par

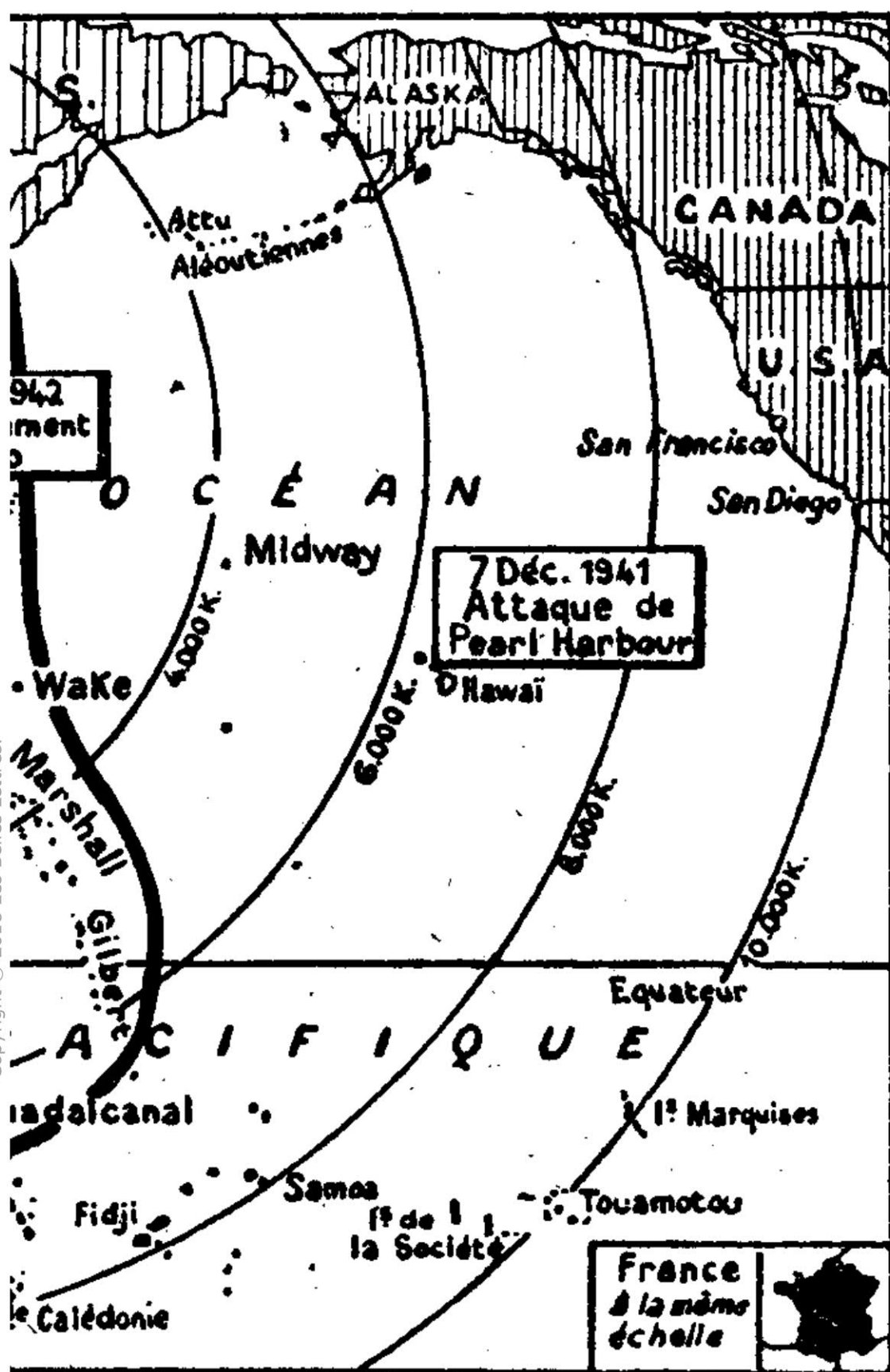
la défaite des armées allemandes en Europe ou par les convulsions causées en Allemagne même par la tournure des événements, les difficultés économiques ou l'offensive aérienne alliée. À mesure que la force des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la Russie réunis se développe et commence à se faire sentir, un effondrement intérieur est toujours possible, mais nous ne devons pas y compter.

Nous ne devons pas perdre de vue que la résistance de l'armée allemande et de l'aviation allemande se poursuivra au rythme actuel et que la guerre sous-marine continuera avec des flottilles toujours plus nombreuses de sous-marins.

C'est pourquoi nous devons nous préparer à libérer les pays captifs de l'Europe occidentale et méridionale en débarquant, aux lieux propices, successivement ou simultanément, des armées britanniques et américaines assez fortes pour permettre aux populations conquises de se révolter. Ces dernières ne seront pas en mesure de le faire seules à cause de la répression impitoyable qui en résulterait, mais, si des forces suffisantes et bien équipées étaient débarquées dans plusieurs des pays suivants, à savoir : la Norvège, le Danemark, la Hollande, la Belgique, les côtes françaises du Pas-de-Calais et les côtes françaises de l'Atlantique, ainsi que l'Italie et peut-être les Balkans, les garnisons allemandes se révéleraient incapables de faire face à la fois à la puissance des forces libératrices et à la furie des peuples révoltés.



Avance extrême des Japonais (avril 1942).



Il est impossible aux Allemands, tant que nous maintenons sur mer des forces suffisantes pour choisir le ou les points d'attaque, de disposer dans chaque pays d'assez de troupes pour opposer une résistance efficace. En particulier, ils ne peuvent pas déplacer leurs divisions blindées du Nord au Sud, ou de l'Est à l'Ouest. Il leur faut bien les répartir entre les divers pays occupés et les éparpiller dangereusement, ou bien les concentrer en Allemagne, ce qui n'arrivera que lorsque nos forces venant de l'autre côté des mers seront déjà largement établies sur le continent.

Nous avons pensé qu'aux États-Unis la guerre contre le Japon retenait toute l'attention et nous nous préparions à faire remarquer que la défaite du Japon ne signifierait pas la défaite de Hitler, mais que, une fois la défaite de Hitler réalisée, l'achèvement du Japon ne serait plus qu'une question de temps. Nous avons eu la satisfaction de constater que ces conceptions stratégiques simples et classiques étaient partagées spontanément et en toute sincérité par le Gouvernement et la majorité des Américains malgré l'opposition véhémente des éléments isolationnistes.

Le général Marshall et Mr. Hopkins sont venus pour s'entendre avec nous sur tous les détails, petits et grands, de l'offensive.

Tout le monde saura bientôt que notre plan d'ensemble prévoit une invasion par un nombre égal de soldats anglais et américains. L'époque, l'ampleur, la méthode et la direction de cette entreprise suprême seront et resteront secrètes jusqu'à ce que l'heure sonne et jusqu'à ce que le grand coup soit frappé. C'est là tout ce que je peux vous dire ; j'ajoute que j'ai reçu, tôt dans la matinée, un message du Président dont je vais vous lire l'essentiel puisque nous sommes en séance secrète :

*

Je me réjouis de l'accord intervenu entre vous-même et vos experts militaires d'une part et le général Marshall et M. Hopkins, d'autre part. Ils m'ont fait part de la parfaite identité de vues qui s'est manifestée à l'égard de la proposition qu'ils avaient apportée et je vous suis très reconnaissant de m'avoir envoyé un message à ce sujet. Je crois que ce coup découragera Hitler et qu'il pourrait bien être la cause de sa chute. Ce projet me reconforte ; soyez assuré que notre armée accueillera cette nouvelle avec enthousiasme.

Devant la multiplicité des difficultés qui s'offrent à nous, je vous dirai que j'ai meilleur espoir en ce moment qu'à aucun autre moment au cours de ces deux dernières années.

*

Nous avons devant nous beaucoup de peine et beaucoup d'ennuis. Nous devons faire notre devoir avec tout ce que nous avons de forces. Tandis que la guerre approche impitoyablement de son point culminant, la Chambre des Communes, qui représente le peuple britannique dans sa lutte pour la vie, cette Chambre des Communes qui a ses propres responsabilités aura une fois de plus l'occasion de prouver au monde que cette fermeté d'esprit, ce sens de la mesure, cette volonté inflexible d'arriver au but qui ont fait sa renommée jadis, conduiront à nouveau les peuples, unis pour une grande cause, vers la délivrance et la victoire.

CINQUIÈME DISCOURS

LE RÔLE DE L'AMIRAL DARLAN

(Discours du 10 décembre 1942)

LE DÉBARQUEMENT EN AFRIQUE DU NORD

Ce discours a été prononcé par Mr. Churchill, en séance secrète, le 10 décembre 1942, c'est-à-dire un mois après les premières opérations en Afrique du Nord.

Lorsque Mr. Churchill monte à la tribune le 10 décembre, il doit faire face à une véritable tornade de l'opposition.

Tous les Anglais sont stupéfaits de voir les Alliés placer au pouvoir, en Afrique du Nord, cet amiral Darlan qui, à Vichy, s'est révélé d'une anglophobie extrême et prompt aux gestes de collaboration avec Hitler. Ils sont blessés dans leur conscience de voir que le général de Gaulle et la France combattante, auxquels le gouvernement anglais s'est lié par des accords, sont écartés au profit des hommes de Vichy.

Mr. Churchill a hésité avant d'autoriser la publication de ce discours secret — dans la crainte peut-être de raviver des drames qui ont agité un pays ami.

JE veux vous entretenir aujourd'hui de certains aspects de cette entreprise considérable que fut pour les États-Unis et pour nous-mêmes le débarquement en Afrique du Nord française que j'ai appelé pour plus de commodité « *Torch* » (*Torch*, dans le code secret, signifiait : opérations en Afrique du Nord).

Le 26 août, lors de mon retour de Moscou, j'envoyai au président Roosevelt un télégramme conçu en ces termes : « À mon sens, cette opération est avant tout une affaire politique. Notre première victoire sera d'éviter une bataille. La seconde, si nous sommes obligés de nous battre, sera de gagner cette bataille. En vue de nous assurer les meilleures chances de succès pour cette première victoire, nous devons :

1° Donner, dès le début des opérations, l'apparence d'une puissance irrésistible ;

2° Attaquer sur le plus grand nombre de points possibles.

Cette opération sera d'un caractère absolument différent de celle de Dieppe. Là, en effet, nous eûmes à faire face à la force allemande puisque nous nous heurtions aux ouvrages fortifiés de la côte. Dans le cas de « *Torch* », au contraire, l'opposition sera faible et variable et nous aurons à notre disposition un très grand nombre de points de débarquement. Tout délai apporté à l'exécution de nos plans doublera nos risques et nos

difficultés et rendra nos forces tout à fait insuffisantes. Si nous nous perdons dans les détails, si nous faisons passer la sécurité avant toutes choses, si nous élaborons un plan minutieux prévoyant toute éventualité, bref, un plan théoriquement parfait, notre entreprise sera vouée à un échec.

Afin de soulager nos chefs militaires du fardeau de leurs responsabilités, j'estime que nous devrions, tous deux, jouer cartes sur table et prendre nos propres responsabilités. À mon sens, nous devons admettre :

1° Que "*Torch*" ne provoquera pas l'entrée en guerre de l'Espagne contre les États-Unis et contre nous-mêmes ;

2° Qu'un délai d'au moins deux mois s'écoulera avant que les Allemands puissent traverser l'Espagne par force ou obtenir de cette dernière des avantages quelconques ;

3° Que la résistance française en Afrique du Nord sera susceptible d'être surmontée par la soudaineté et l'ampleur de l'attaque et qu'ensuite, les Français pourront nous apporter une aide active sous la direction de leurs chefs ;

4° Que Vichy ne déclarera pas la guerre aux États-Unis ni à nous-mêmes ;

5° Qu'Hitler exercera une forte pression sur Vichy mais qu'en octobre il n'aura pas à sa disposition de forces suffisantes pour envahir la zone française non occupée tandis que nous continuerons à le tenir en respect sur le Pas-de-Calais, etc. »

La dernière de ces suppositions était erronée parce que les Français n'opposèrent aucune résistance à l'occupation totale de leur pays par l'ennemi, mais les autres se sont vues confirmées par les événements. Je les ai citées

pour bien montrer la part que nous fîmes au problème politique dans nos plans et quelle importance nous y avons attachée pour réduire les effusions de sang et pour nous assurer le maximum de succès en utilisant l'aide des Français alors au service de Vichy. Or ces derniers réagirent d'une façon tout à fait inattendue comme le montre l'attitude de l'amiral Darlan.

Que cette affaire ait été la cause de bien des inquiétudes dans mon pays, ceci ne m'étonne pas et je suis heureux d'en donner ici les raisons.

La question que nous devons nous poser n'est pas celle de savoir si ce qui se passe nous convient ou non, mais bien de savoir comment y parer. En temps de guerre, il n'est pas toujours possible de faire ce que l'on veut. Quand plusieurs alliés poursuivent une cause commune, il arrive que des avis différents se fassent entendre. Depuis 1776, il ne nous a pas été possible de déterminer la politique américaine. Cette opération est une affaire américaine dans laquelle les forces terrestres de ce pays seront peut-être trois fois supérieures aux nôtres, de même que les forces aériennes.

Sur mer, nos forces seront très supérieures. Nous avons joué un grand rôle dans la mise sur pied de cette opération et l'aide fournie par nous dans tous les domaines est considérable. Néanmoins, les États-Unis estiment qu'il s'agit d'une expédition américaine et ils considèrent l'Afrique du Nord comme une zone de guerre et comme telle y attachent la même importance que nous, Anglais, vis-à-vis de la Méditerranée dont nous sommes responsables. Nous avons accepté cette situation et nous agissons en conséquence. Cela ne signifie pas que notre position soit affaiblie, je suis et reste en étroit contact avec le Président et notre contrôle

continue à s'exercer militairement et politiquement. C'est parce que tout débat public sur la politique ou sur les relations anglo-américaines serait préjudiciable que le gouvernement de Sa Majesté a réuni la Chambre des Communes en séance secrète. C'est seulement de cette façon que ces questions peuvent être discutées sans risquer d'offenser notre grand allié et sans risquer de troubler les sentiments des Français qui, maintenant, se battent contre les Allemands.

Je n'ai pas l'intention ici d'excuser Darlan. Comme moi-même, il est l'objet de la rancune de Herr Hitler et de Monsieur Laval. Nous n'avons pourtant aucun point commun. Il est nécessaire que la Chambre comprenne bien ceci : le Gouvernement et une grande partie du peuple américain ne jugent pas Darlan comme nous le faisons. En effet ; Darlan ne les a pas trahis.

Il n'a violé aucun traité signé avec eux, il ne leur a causé aucun préjudice. Aucun citoyen américain n'a jamais été maltraité sur son ordre. Le peuple américain ne fait pas grand cas de lui mais il ne le hait pas et ne le méprise pas comme le fait le peuple anglais. Certains, et ils sont nombreux, s'intéressent davantage à la vie de leurs soldats, qu'aux exploits des hommes politiques français. Qui plus est, les Américains ont maintenu avec Vichy des relations diplomatiques, jusqu'au dernier moment, relations d'ailleurs cordiales et qui, à mon avis, ont été avantageuses pour nous. En tout cas, ces relations nous ont mis dans une position qui, autrement, n'aurait jamais existée. Il n'y a pas si longtemps, l'amiral Leahy était encore ambassadeur à Vichy. Il était en excellents termes avec le maréchal Pétain et n'a jamais cessé d'user de son influence pour empêcher Vichy de devenir l'alliée de l'Allemagne ou de nous déclarer

la guerre lorsque nous fûmes obligés de tirer sur les troupes de Vichy à Oran (Mers-El-Kébir), à Dakar, en Syrie ou à Madagascar.

En toutes ces occasions j'ai toujours eu la conviction que la France ne déclarerait pas la guerre. Je savais l'influence considérable exercée sur les Français par les États-Unis, influence qui ne fit que croître avec leur entrée en guerre. L'amiral Leahy, ami intime du président Roosevelt, a été nommé récemment chef d'État-Major.

Il faut donc tenir compte de cet « arrière-plan » lorsqu'on considère l'attitude des États-Unis vis-à-vis de Vichy.

Depuis notre rupture avec Vichy en 1940, nous n'avons gardé, à part quelques missions secrètes, aucun contact avec l'Afrique du Nord française. Les Américains, au contraire, ont pu parcourir le Maroc, l'Algérie et la Tunisie sans la moindre difficulté, offrant argent et accords commerciaux. Ils ont travaillé avant et après leur entrée en guerre à créer un terrain favorable dans ce pays ; ils ont observé, ils ont pris contact avec tous et en particulier avec les hauts fonctionnaires civils et militaires. Lorsque nous commençâmes la mise sur pied de cette opération, ils redoublèrent leurs efforts, non seulement pour se renseigner et créer une ambiance favorable, mais aussi pour ouvrir un complot parmi les officiers supérieurs français afin de les pousser à se mettre à notre disposition avec leurs troupes si un débarquement américain venait à se produire. Certains milieux américains croient que l'Angleterre est devenue très impopulaire en France. Je ne crois pas que cela soit exact. Il est un fait certain, c'est que nos troupes reçurent un accueil chaleureux en débarquant sur le sol

africain. Cela est incontestable, même lorsque nous étions obligés de tirer sur les Français.

Toute l'opération s'est déroulée sous commandement américain et tout était prévu pour que les Américains fussent bien en vue à la période critique du débarquement. Si l'on ne considère que le but principal, c'est-à-dire la destruction de Hitler et du nazisme, il est déplacé d'ergoter sur les détails ou de parler d'orgueil national. Ne parlons pas de prestige. Ne soyons pas inquiets quant à la place qu'occupera notre pays dans l'histoire de la guerre ni en ce qui concerne la part que nous avons prise dans cette grande entreprise appelée « *Torch* ».

J'en viens maintenant à l'examen d'une forme particulière de la mentalité française, je devrais dire plutôt de la mentalité d'un grand nombre de Français, après la terrible défaite qui s'est abattue sur leur pays. Ce serait une folie de ne pas essayer de comprendre ce qui se passe dans l'âme des autres peuples et quels sont les mobiles secrets auxquels ils obéissent. Le Tout-Puissant avec sa sagesse infinie n'a pas cru bon de créer les Français à l'image des Anglais. Dans un pays qui, comme la France, a subi des bouleversements, Monarchie, Convention, Directoire, Consulat, Empire, et, enfin, République, est né un principe basé sur le droit administratif (en français dans le texte) qui sert de guide aux personnalités françaises en période de révolution. C'est là une tendance naturelle née d'un instinct de conservation nationale et de patriotisme en face d'une menace d'anarchie. Par exemple, tout officier qui exécute un ordre venant de son supérieur ou de celui qu'il estime être son supérieur n'est passible d'aucune sanction. Les Français attachent une plus grande importance au principe de l'autorité qu'aux considérations morales,

nationales ou internationales. À cet égard, nombreux sont les Français qui, tout en admirant le général de Gaulle et en enviant son rôle, le considèrent comme un homme qui s'est révolté contre l'autorité de l'État français qui, dans leur esprit, est personnifié par le vieux défaitiste : l'illustre et vénérable maréchal Pétain, héros de Verdun et seul espoir de la France.

Tout ceci peut nous paraître absurde. Un point est important : suivant les ordres donnés ou soi-disant donnés par le maréchal Pétain, les forces françaises d'Afrique du Nord ont dirigé leurs armes contre les Allemands et les Italiens au lieu de continuer à tirer sur les Britanniques et les Américains. Je regrette d'avoir à citer ce fait, mais un soldat sait distinguer celui qui fait feu sur lui et celui qui tire sur son ennemi. J'ajouterai que même l'épouse ou le père de ce soldat pourrait bien avoir son opinion à ce sujet. C'était aussi le sentiment de ces officiers qui, prêts à passer de notre côté, croyaient que toute participation de troupes gaulliste au début aurait eu pour effet d'anéantir tout espoir de débarquement pacifique.

Bien que nous fussions décidés à briser toute opposition, et en fait nous dûmes faire face à une résistance considérable, c'est mon devoir de dire que ni nous-mêmes ni les Américains ne cherchions à compliquer la situation, celle-ci l'étant déjà suffisamment à l'époque. Les Américains qui, comme je l'ai déjà dit, commandaient dès le début, s'opposèrent à toute intervention gaulliste. Nous avions placé de grands espoirs dans le général Giraud qui, fait prisonnier avant la capitulation française de 1940 tandis qu'il combattait héroïquement dans un char, accomplit il y a quelques mois sa seconde et dramatique évasion des camps ennemis. Le général

Giraud est, sans conteste, un héros de l'Armée française. Le général Juin, qui commandait l'importante garnison d'Alger, était prêt à devenir son lieutenant ; pour notre part, nous n'avions rien à reprocher au général Giraud. Cependant, à la requête du général Eisenhower, nous envoyâmes un sous-marin britannique battant pavillon américain au large de la côte de la Riviera française. Dans la nuit du 6 novembre, soit deux jours avant l'heure H, nous enlevâmes le général et le conduisîmes à Gibraltar où il arriva dans l'après-midi du 7. Nous pensions tous que le général était l'homme qu'il nous fallait et que son arrivée produirait une impression profonde. Il était entièrement d'accord et demanda avec insistance que les pleins pouvoirs lui soient donnés comme commandant en chef de toutes les forces se trouvant déjà ou devant être amenées en Afrique du Nord. Il fallut plusieurs heures pour le persuader de modérer ses exigences. Sous l'influence du général Juin, Alger se rendit dans la soirée du 8 novembre. Dans l'après-midi du lendemain, le général Clark installait dans cette même ville son quartier général avancé. C'est là que fut retrouvé l'amiral Darlan qui était entre nos mains, bien que traité avec la plus grande considération, depuis la veille. Il était revenu après son voyage officiel pour se rendre au chevet de son fils que l'on disait mourant.

Le débarquement à Casablanca eut lieu lentement en raison d'une opposition obstinée. Un grand nombre de bateaux chargés de troupes croisaient, hors de portée des canons des forts et des sous-marins allemands. Quatre jours sur cinq, le brisant est à Casablanca beaucoup trop fort pour permettre le débarquement sur les plages. Les Américains jusqu'alors avaient été favorisés par le temps d'une étonnante façon, mais cela pouvait cesser d'un

moment à l'autre et, si cela se produisait, la plus grande partie de l'Armada de Casablanca devrait se grouper dans la baie de Gibraltar ou croiser en pleine mer au milieu des sous-marins. Malgré la capitulation d'Oran (le 10), les conditions de débarquement n'auraient été qu'insuffisantes et celui-ci n'aurait pu s'effectuer que très lentement avec des forces pourtant deux fois supérieures. Tout retard, ou toute manœuvre, qui n'aurait pas été décisive, aurait pu provoquer en Espagne des réactions diverses, craintes ou revendications, car dans ce pays l'attention se concentrait sur cette opération.

C'est pourquoi il était si important de mettre fin aux combats de Casablanca aussitôt que possible. Certes, lorsqu'on considère rétrospectivement ces événements qui, en fait, ont tourné à notre avantage, ils paraissent aujourd'hui moins risqués aux chefs d'état-major américains et au général Eisenhower. Les États-Unis auraient pu perdre de 10 000 à 20 000 hommes noyés par le tir des sous-marins allemands, sans parler des combats sur les plages ni du feu des batteries côtières.

La nécessité d'agir rapidement n'échappait à personne. Le Maroc et l'Algérie n'étaient, somme toute, que des Étapes vers le but réel : la Tunisie, position clé de la Méditerranée centrale. Une progression rapide vers l'Est n'était possible qu'à deux conditions, d'une part un « cessez le feu » total de la part des Français, et, d'autre part, l'absence de sabotage sur les routes et sur les chemins de fer. On avait aussi besoin de l'aide des Français pour le déchargement des bateaux. Tout ralentissement de la marche vers l'Est aurait donné aux Allemands le temps d'amener sur les lieux une puissante armée, et chaque jour perdu signifiait une semaine de combats sanglants avec d'énormes pertes supplémentaires. Telle

était la situation à laquelle devaient faire face le général Clark à Alger et le général Eisenhower, son supérieur, à Gibraltar.

Toutes les hautes personnalités françaises de Tunis, d'Alger et du Maroc avaient été invitées à Alger et la plupart d'entre elles avaient accepté cette invitation. Darlan, Juin, Noguès, Chatel, étaient réunis.

L'amiral Esteva, en qui nous avons placé de grands espoirs, était retenu à Bizerte par l'ennemi. Ces Français étaient en proie à de violentes discussions. Sous la pression du général Clark qui attendait une décision, Giraud et toutes les autres personnalités françaises tombèrent d'accord pour reconnaître en Darlan le chef et le gardien de l'autorité mystique du maréchal Pétain, honneur de la France. Darlan, bien que virtuellement prisonnier, refusa d'abord, puis, tard dans l'après-midi, accepta la proposition de Clark et donna les ordres nécessaires pour que les Français cessent toute résistance contre les Forces alliées.

Tous les combats cessèrent à Casablanca, sans qu'on sache si c'était en conséquence des ordres en question, et les Américains purent commencer à débarquer le matériel lourd. L'accord provisoire conclu par le général Clark et l'amiral Darlan fut approuvé, pour ce qu'il valait, par le général Eisenhower. Ce fut le début de nos relations avec Darlan.

Le jour suivant, un grand événement se produisit. Hitler envahit la zone française non occupée, malgré les protestations du vénérable et illustre Maréchal.

Cet acte était une rupture de l'armistice. Les officiers français se considéraient comme relevés des conditions

de celui-ci. Toutes les prévisions s'écroulaient. Il fallait faire face à une nouvelle situation. On pouvait dire désormais que l'illustre et vénérable Maréchal n'était plus libre. Darlan était maintenant la seule autorité émanant manifestement du maréchal Pétain. Le général Giraud ne pouvait pas réclamer cette autorité. Il avait quitté la France sans la permission du Maréchal et même, comme on l'a suggéré, en rompant sa promesse écrite. Le plus remarquable était que le général Giraud lui-même était impressionné par les arguments des autres Français. Ils le convainquaient qu'il n'avait aucun espoir d'influencer la décision et, même, il paraissait se sentir en état d'infériorité vis-à-vis des autres Français qui pouvaient prouver avoir obéi à des ordres émanant légalement du Chef de l'État.

Le 13, pour la première fois, le général Eisenhower arriva à Alger, venant de Gibraltar en compagnie de l'amiral Cunningham (commandant en chef des Forces navales alliées d'invasion). Il eut des entretiens plus sérieux avec le général Clark, l'amiral Darlan et d'autres officiers supérieurs français. Son but n'était pas seulement de faire cesser la résistance, mais encore de transférer de notre côté toute la machine administrative et militaire française.

Le 14, il télégraphia aux chefs d'état-major de Washington, sous les ordres desquels il sert, qu'il était arrivé à un accord avec les Français. Ceux-ci, en effet, accepteraient uniquement Darlan comme chef et ce dernier coopérerait avec l'armée alliée. Le point principal résidait en ceci : le général Eisenhower reconnaissait l'amiral Darlan comme l'autorité suprême française en Afrique du Nord. Ce n'était pas un traité, mais un arrangement du commandant en chef américain avec

les autorités locales, pour faciliter le débarquement de ses troupes et le déplacement de son armée vers l'Est.

Non seulement les généraux américains, mais aussi l'amiral Cunningham, qui connaissait la Méditerranée d'un bout à l'autre et qui était dans l'entreprise *Torch* depuis plusieurs mois, et les représentants des Affaires étrangères et du Département d'État qui était présents, pressaient fortement leurs gouvernements d'accepter l'accord écrit dont je viens de parler. Toutes les forces aussi bien que les autorités françaises se joignirent à nous. Ainsi les Américains étaient relevés des anxiétés et des difficultés qui leur auraient été imposées (aussi bien qu'à nous) s'ils avaient dû s'imposer de force à l'administration qui dirigeait ces vastes régions et du *danger* toujours plus imminent de sabotage qui en aurait découlé. Giraud fut nommé commandant en chef par Darlan. Le général se hâta de rallier les troupes françaises à leur nouvelle soumission. La garnison française de Tunis, qui n'avait opposé aucune résistance aux débarquements allemands, qui avaient déjà commencé à cet endroit, sortit de la ville vers l'Ouest et prit position face à l'Est, contre les Allemands. La fraternisation entre les soldats français, américains et anglais suivit... La population, dont les sympathies n'avaient jamais été mises en doute, mais qui dans certains endroits semblait dans l'hébétement et l'égarement, devint enthousiaste et l'entreprise tout entière se développa vigoureusement. Gain énorme comparé à ce qui était arrivé au début. Dans toutes ces discussions le gouvernement de sa Majesté ne fut jamais consulté et nous ignorions tous les détails des graves événements qui se déroulaient. Le Président devait prendre une décision : ou bien approuver la ligne de conduite de son général, ou la désavouer. Il l'approuva.

Devions-nous répudier le général Eisenhower au risque de provoquer un grave incident ?

La vie de nos soldats et la réalisation de notre but commun nous auraient tenu bien peu à cœur si nous avions pris une décision aussi fâcheuse. Le 17 novembre, j'envoyai au Président un télégramme ainsi conçu :

*

Je crois être de mon devoir de vous faire savoir que l'arrangement avec Darlan provoque des courants d'opinion très profonds. Plus je réfléchis à cette affaire, plus j'ai la conviction que cet accord ne peut être qu'un accord provisoire que seules justifient les nécessités de la guerre. Ne sous-estimons pas le coup que porterait à notre usage, non seulement en France mais dans l'Europe entière, l'idée que nous serions disposés à nous entendre avec les Quisling locaux. Un accord permanent avec Darlan ou avec ses collaborateurs en Afrique du Nord ne serait pas compris par la majorité de la population dont la loyauté fait notre force.

Pour ma part, j'estime que nous devrions poursuivre les combats sans trop tenir compte des conversations. Nous sommes tous heureux d'apprendre que le général Eisenhower espère être en mesure de donner l'ordre aux éléments principaux de notre 1^{re} Armée d'attaquer les Allemands à Tunis et à Bizerte au cours des jours qui vont suivre.

*

Quelques heures plus tard, le Président fit à ce sujet la déclaration qui fut publiée et qui plut à tous. Il me fit télégraphier le 17 à minuit le texte de cette déclaration que voici :

*

J'ai donné mon approbation aux accords politiques du général Eisenhower concernant l'Afrique du Nord et l'A.O.F. Je comprends parfaitement et j'approuve le sentiment qui règne aux États-Unis, en Grande-Bretagne et dans toutes les Nations Unies et suivant lequel, en raison de ce qui s'est passé au cours de ces deux dernières années, il est impossible de conclure un accord permanent avec l'amiral Darlan. De même les peuples des Nations Unies ne comprendraient jamais la reconnaissance d'un gouvernement de Vichy reconstitué soit en France, soit dans un territoire français quelconque. Nous sommes contre tous les Français qui soutiennent. Hitler ou l'Axe. Personne, dans notre armée, n'a le pouvoir de discuter du futur gouvernement ni de l'Empire français. Le futur gouvernement de la France sera choisi, non pas par un seul individu, sur le territoire métropolitain ou dans les colonies, mais par le peuple français lui-même lorsqu'il aura été libéré par la victoire des Nations Unies. L'accord provisoire actuel ne peut être qu'un expédient que seules justifient les nécessités stratégiques. Cet accord consacre la réalisation de deux objectifs militaires. Le premier de ces objectifs était, d'une part, de sauver des vies américaines et anglaises, et, d'autre part, des vies françaises. L'autre objectif n'était autre que le temps, facteur d'une importance vitale.

Cet accord a permis d'éviter une période de « nettoyage » à Alger et au Maroc qui aurait demandé un mois ou deux et qui aurait retardé la concentration des forces nécessaires pour l'attaque de Tunis par l'Ouest.

Chaque jour de retard aurait permis aux Allemands et aux Italiens de mettre sur pied une forte défense, de creuser des tranchées, etc., ce qui nous aurait obligés à effectuer une opération de grande envergure.

Ici encore, notre offensive rapide actuelle sauvera de nombreuses vies. Il faut noter également que des forces françaises placées sous le commandement du général Giraud ont déjà combattu l'ennemi en Tunisie pour la libération de leur pays, côte à côte avec les soldats américains et anglais. La proclamation de l'amiral Darlan a contribué à rendre cette opération de nettoyage inutile. Les accords provisoires conclus avec l'amiral Darlan concernent tous les problèmes locaux sans exception. J'ai demandé que fussent libérées toutes les personnes qui avaient été mises en prison en Afrique du Nord pour s'être opposées aux efforts des Nazis pour dominer le monde, et j'ai conseillé l'abrogation de toutes les lois et décrets inspirés par les Nazis. Des rapports indiquent que les Français d'Afrique du Nord subordonnent toutes les questions politiques à la formation d'un front commun contre l'ennemi commun.

*

Il m'a semblé que ces déclarations du Président sauvegardaient ce que j'appellerai la politique « à long terme » à laquelle nous pouvons nous fier. Pourtant je dois dire que, personnellement, j'estime que dans les circonstances actuelles le général Eisenhower a eu raison et que, même dans le cas contraire, j'aurais eu mauvaise grâce à gêner ou à empêcher son action alors que tant de questions importantes étaient en cause. Je n'ai nullement l'intention de m'abriter ni derrière les Américains ni derrière personne d'autre.

Jusqu'à quel point nous sommes-nous engagés vis-à-vis de l'amiral Darlan ? Il ne fait pas de doute que si vous demandez de l'aide à quelqu'un qui vous l'accorde et vous rend ainsi de bien grands services, si (et tel est le cas ici) son aide vous épargne de grands dangers, vous

contractez une certaine dette vis-à-vis de cette personne. Je ne veux pas que la Chambre se fasse d'illusion à ce sujet. Nos deux gouvernements avaient, sans conteste, le droit de rejeter l'accord Eisenhower-Darlan, mais, à la lumière des faits qui ont suivi, il apparaît clairement que certaines obligations ont été contractées à l'égard de l'Amiral. Nous avons grandement bénéficié de l'aide qu'il nous a accordée. Le général Eisenhower a précisé qu'il ne se considérait aucunement lié d'une façon permanente à l'amiral Darlan. Il ne s'agit pas ici d'interprétations juridiques. C'est une question d'équité. Le général Eisenhower est à même d'en décider. Darlan et les autres chefs français sont à sa merci. J'espère qu'il interprétera ses obligations d'une façon honorable et raisonnable, même envers un homme comme Darlan. Depuis, les événements se sont succédés rapidement. Les armées américaines et britanniques, fortes de plusieurs centaines de milliers d'hommes, ont été débarquées avec leur lourd matériel et contrôlent maintenant la plus grande partie de l'Afrique du Nord française, soit une région de plus de 1 400 km d'Est en Ouest, à l'exception de 30 ou 40 km sur la pointe tunisienne que les Allemands et les Italiens ont transformée en forteresse et défendent désespérément. Les Alliés se sont assuré le concours bienveillant de toutes les forces françaises ainsi que celui de l'administration locale dont les chefs ne peuvent plus faire machine arrière. Nous avons besoin de leur assistance, mais ils sont en notre pouvoir ; les troupes françaises se sont bien battues à deux reprises différentes. Une première fois, 600 soldats repoussèrent une attaque allemande sans céder un pouce de terrain tout en subissant des pertes atteignant 25 %. Une seconde fois, ces mêmes troupes anéantirent plusieurs effectifs

allemands à Faïd avec l'aide de l'artillerie américaine et de quelques parachutistes, et enlevèrent la position en capturant 100 prisonniers, allemands pour la plupart. Elles gardent une ligne de 64 km environ depuis la côte sud de la Méditerranée jusqu'à la frontière de la Tripolitaine et tiennent en respect les patrouilles allemandes et italiennes tout en poussant vers Sfax et Gabès dans la mesure où leur force le permet. Quand nos troupes seront à pied d'œuvre, nous irons grossir leurs rangs. Pendant ce temps, Darlan a réussi à réunir à nos côtés toute l'A.O.F., y compris Dakar.

J'ai demandé au Président si je pouvais citer certains télégrammes confidentiels et je viens de recevoir la réponse que voici :

*

Si vous le désirez, vous direz de ma part que le général Eisenhower a reçu des instructions précises lui enjoignant de n'accepter aucun accord ni aucun arrangement bilatéral avec l'amiral Darlan, toutes les décisions prises par Eisenhower devront être considérées comme unilatérales de notre part, et comme avis émanant du commandant en chef. De plus, j'espère que vous attirerez l'attention sur le fait que Dakar n'est plus une menace pour nous, mais est au contraire utilisé par les avions et navires alliés pour la poursuite de la guerre.

*

Notre libre accès à Dakar nous a épargné une opération certainement coûteuse et peut-être sanglante. Nous disposerons de toutes les facilités qu'offre le port avec les États-Unis, sur la demande faite par l'Amirauté.

Le puissant et moderne cuirassé *Richelieu* pourra être envoyé aux États-Unis pour compléter son armement. D'autres vaisseaux français vont être groupés en une escadre placée sous les ordres de l'amiral Darlan. Ce dernier essaye en ce moment, par l'intermédiaire de ses émissaires, de persuader l'amiral Godfroy, qui commande l'escadre française internée dans le port d'Alexandrie et qui est subventionné par nous, de se joindre aux Alliés. Darlan n'a, jusqu'à présent, pas réussi, mais nous ne nous décourageons pas. Il semble qu'il s'agisse surtout d'une question d'honneur assez compliquée. (L'escadre de l'amiral Godfroy, qui comprenait un cuirassé et quatre croiseurs, fut internée dans le port d'Alexandrie et désarmée au moment de la chute de la France. En juin 1943, Godfroy permit à ces bateaux de se joindre aux forces navales alliées.)

Tout ceci se fait au nom sacré du Maréchal et lorsqu'il donne au téléphone des ordres contraires, qu'il prive Darlan de sa nationalité, on ne sait pas très bien s'il agit sous la pression de l'envahisseur, ou bien si lui Darlan ne fait que réaliser ses projets. En fait, si Darlan avait à abattre le maréchal Pétain, il le ferait sans aucun doute... au nom du Maréchal. L'Amiral s'est ému des différentes déclarations du président Roosevelt. Il peut être intéressant de citer une lettre que Darlan écrit au général Clark.

On ne nous demande pas de décider pour ou contre, mais seulement de la comprendre.

*

Monsieur le Général,

Des informations émanant de diverses sources tendent à faire croire que « je ne suis qu'un citron que les Américains laisseront de côté après en avoir exprimé le jus ».

Dans la ligne de conduite que j'ai adoptée par pur patriotisme, en dépit des inconvénients sérieux qu'elle entraînerait pour moi alors qu'il était aisé pour moi de laisser faire les événements, ma position personnelle n'entre pas en ligne de compte.

J'ai agi de la sorte seulement parce que le gouvernement américain a pris l'engagement de rétablir l'autorité française telle qu'elle existait en 1939, et parce que l'armistice entre l'Axe et la France fut violé par l'occupation totale de la France métropolitaine, occupation contre laquelle le Maréchal a élevé une protestation solennelle.

Je n'ai pas agi par orgueil, ni par ambition, ni pour effectuer une manœuvre, mais seulement parce que la position que j'occupais dans mon pays me commandait d'agir ainsi.

Lorsque la restauration de l'autorité française sera un fait accompli, et j'espère que cela se fera le plus tôt possible, j'ai la ferme intention de retourner dans la vie privée et de finir dans la solitude une vie au cours de laquelle j'ai servi ma patrie avec ardeur.

*

Au cours de l'été dernier, j'ai établi d'étroites et amicales relations avec le général Eisenhower. Je ne crois pas pouvoir donner un meilleur aperçu de la situation que le dernier message que j'ai reçu de lui. Il fut envoyé le 5 décembre :

*

Sur le terrain politique il est évident que nos communications de guerre ne nous ont pas bien servis en essayant de vous tenir convenablement informés. Cela s'est aggravé par le fait qu'ici les difficultés de censure ont permis la propagation de certaines rumeurs qui n'avaient aucun fondement de vérité. Selon certains contes, les autorités militaires américaines traiteraient avec Darlan de questions qui n'ont rien à voir avec la situation militaire locale et accepteraient ses réclamations comme provenant d'une autorité permanente et non comme celles du chef provisoire du gouvernement local. Rien n'est plus éloigné de la vérité. L'amiral Cunningham, Mr. Mark, le général Whiteley et les autres officiers britanniques sont soigneusement informés de toutes nos transactions locales avec Darlan et elles sont au courant des difficultés que nous avons éprouvées à débrouiller la situation confuse à Dakar. Je lui répète qu'il est à la tête de l'organisation locale de facto grâce à laquelle nous pouvons nous assurer la coopération des civils et des militaires, indispensable pour mener à bien cette campagne. Il sait que je n'ai aucun pouvoir pour aller plus loin. Je puis vous assurer de nouveau que nous n'entendons pas mener une cabale pour placer Darlan à la tête de quoi que ce soit, excepté une organisation locale. Ici, il nous est absolument nécessaire, car lui seul est à l'origine de toute l'aide matérielle que nous avons reçue. Si vous voulez bien examiner la situation existant le long de nos lignes de communication, qui s'étendent sur 800 kilomètres d'ici à la Tunisie, en passant par les régions montagneuses, vous comprendrez que les Français de l'endroit pourraient, sans craindre d'être découverts, nous causer de tels dommages que nous serions obligés de nous replier en hâte vers les ports qui nous permettraient de nous ravitailler par mer. Giraud cessa rapidement de nous aider. C'est seulement grâce à l'aide que Darlan nous a apportée que nous pouvons maintenant combattre les Boches en Tunisie au lieu de

livrer bataille quelque part du côté de Bône ou même encore plus à l'Ouest. (Le jour où fut reçu ce message, les Alliés arrivèrent à moins de 40 km de Tunis où l'attaque devint étale. En février, les Allemands lancèrent une contre-offensive qui fut arrêtée au col de Kasserie. Les Alliés ne s'emparèrent pas de Tunis avant mai). On peut donc dire que Boisson (gouverneur général de Vichy en A.O.F.) et Darlan s'engagent tous deux irrévocablement à aider à la victoire alliée...

Nos succès militaires dépendent, entre autres facteurs, de notre capacité à protéger notre infanterie par des chasseurs. Ce qui, en retour, dépend de notre ravitaillement, de l'établissement de terrains d'atterrissage avancés et des rapides mouvements de notre aviation de chasse jusqu'à ce que la victoire soit acquise. Cela dépend également des conditions atmosphériques, tant que nous ne pourrons pas obtenir des grillages d'acier pour recouvrir les terrains boueux. Ensuite, nous devons faire venir tous les renforts dont nous disposons encore pour remplacer les troupes actuellement en ligne et qui ont besoin d'un court repos. De plus, nos lignes de communications doivent fonctionner assez bien pour que toutes nos forces de terre et de l'air soient assurées de recevoir des réserves nécessaires quand commenceront à nouveau des combats plus intenses. Un autre facteur important est d'intercepter les renforts ennemis. Les terrains d'atterrissage pour les bombardiers sont maintenant si loin des objectifs que l'ampleur de nos bombardements n'est pas ce que nous voudrions qu'elle soit, mais nous faisons de notre mieux. Finalement, nous devons prévoir une protection efficace de nos lignes de communications maritimes et terrestres, particulièrement de nos ports. Tous ces travaux mobilisent nos ressources et demandent à chacun de travailler à la vitesse maxima, mais nous y arriverons. Tout cela vous montre combien nous dépendons

de la coopération passive ou active des Français. C'est pourquoi nous n'avons aucune raison de montrer de la répugnance quant à l'aide que nous apporte Darlan.

*

Il est absolument nécessaire que nos deux gouvernements et, si je peux m'exprimer ainsi, le Président et moi-même, restent en relations étroites comme nous le sommes actuellement. Que demandons-nous ? Nous demandons que les Français s'unissent dans un effort maximum contre l'ennemi commun. Ce résultat ne peut être obtenu que graduellement et il sera meilleur s'il est accompli par les Français eux-mêmes. Si l'amiral Darlan nous rend d'importants services, il aura incontestablement droit à notre considération, en dépit du passé. Mais cette considération ne lui donne aucun droit de réclamer quoi que ce soit concernant l'avenir des possessions françaises qui se sont ralliées à lui, encore moins, à l'avenir de la France elle-même. Les Allemands, par leur tyrannie, créeront bientôt, à notre avantage, l'unité de la France métropolitaine. Cette unité ne peut plus prendre maintenant qu'une forme antiallemande. Dans de pareilles circonstances l'esprit de la France Combattante doit être continuellement en progrès. Leur récompense viendra avec la victoire. Nous devons arriver, aussi rapidement que possible, à une entente efficace et, en fin de compte, à une consolidation de l'unité des Français qui se trouvent hors de l'emprise allemande. Le caractère et la constitution du gouvernement de l'amiral Darlan doivent être continuellement modifiés par l'introduction d'éléments nouveaux et sains. Nous avons le droit et, je pense, le pouvoir,

de procéder à ces remaniements indispensables aussi longtemps que les États-Unis et la Grande-Bretagne agiront harmonieusement ensemble. Mais entre temps, et avant tout, la guerre commande.

Il faudrait être bien pessimiste et avoir peu de loyauté pour ne s'intéresser dans cette extraordinaire épopée africaine qu'aux accords faits par le général Eisenhower et l'amiral Darlan. La lutte pour la pointe tunisienne atteint maintenant son maximum d'intensité et la bataille principale est imminente. Une autre épreuve de force est très proche sur les frontières de la Cyrénaïque.

Ces deux batailles seront livrées presque uniquement par des soldats de notre île. La première et la huitième Armées seront engagées au maximum. Je ne peux distraire mes pensées de ces soldats et de leur sort, et j'espère que tel est le sentiment de la Chambre des Communes. La Chambre sentira, je pense, qu'elle est loyalement servie par le gouvernement de Sa Majesté. Je vous demande de nous aider en refusant de défaire quoi que ce soit qui puisse ajouter aux difficultés et aux pertes de nos troupes. Je vous demande d'accorder toute votre confiance au gouvernement et de ne poursuivre inflexiblement qu'un seul but. Je vous demande de traiter avec la réprobation qui s'impose cette petite, active et venimeuse faction qui propage de vils soupçons sans fondement, et ainsi de resserrer votre unité autour de nous dans les difficultés à travers lesquelles nous devons faire notre chemin inlassablement et victorieusement.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.	7
PREMIER DISCOURS :	
L'ANGLETERRE SEULE DANS LA GUERRE (<i>Discours du 20 juin 1940</i>)	
La chute de la France	11
Originaux et traductions des notes du discours. .	13
DEUXIÈME DISCOURS :	
LE PARLEMENT DÉLIBÈRE SOUS LES BOMBES (<i>Discours du 17 septembre 1940</i>)	
L'Angleterre dans la bataille	35
Traduction du discours	37
TROISIÈME DISCOURS :	
LA BATAILLE DE L'ATLANTIQUE (<i>Discours du 25 juin 1941</i>)	
Le problème du tonnage.	47
Traduction du discours	49
QUATRIÈME DISCOURS :	
LA CHUTE DE SINGAPOUR (<i>Discours du 23 avril 1942</i>)	
La guerre en Orient	79
Traduction du discours	81
CINQUIÈME DISCOURS :	
LE RÔLE DE L'AMIRAL DARLAN (<i>Discours du 10 décembre 1942</i>)	
Le débarquement en Afrique du nord.	117
Traduction du discours	119

*Ce volume,
publié aux Éditions Les Belles Lettres,
a été achevé d'imprimer
en février 2018
sur les presses
de l'imprimerie*

*Dépôt légal : mars 2018
N° d'édition : 8867
N° d'impression :
Imprimé en France*

Winston Churchill **Mes discours secrets**

Traduit par Lucien See

Introduction de Charles Eade

Pendant la guerre, M. Winston Churchill a prononcé cinq discours importants devant la Chambre des Communes siégeant en séances secrètes. Suivant la coutume parlementaire aucun de ces discours n'a été conservé.

Heureusement, l'importance de ces déclarations était telle que l'auteur dut les préparer minutieusement à l'avance. Le texte en fut sévèrement contrôlé, d'une part pour éviter toute erreur, si légère fût-elle, qui aurait pu s'y glisser et d'autre part, pour assurer toute sécurité.

M. Churchill possédait encore ces notes quand il abandonna son poste de Premier ministre. Quand le nouveau gouvernement leva le rideau sur ce qui s'était passé lors des séances secrètes, l'ancien Premier autorisa leur publication.

Il n'est pas possible d'affirmer que ces discours sont la reproduction fidèle et complète des textes lus par M. Churchill. Il est probable qu'il eut à modifier certains mots ou phrases afin de rendre le texte plus conforme aux traditions oratoires de l'assemblée anglaise ; en tout cas il ne peut s'agir que de très légers changements, sans importance quant au sens du texte. Ils constituent une contribution utile à l'histoire de la guerre et expliquent bien des événements dont le sens et la portée ont pu échapper à certaines personnes.

— Charles Eade

15 EUROS

978-2-251-44806-0

